



**Ministère de l'Intérieur
et de la Décentralisation**

Direction Générale des
Collectivités Territoriales

**Rapport général et
financier sur l'utilisation
des crédits d'équipement
du FRD 2009**

Rapport général et financier sur l'utilisation des crédits d'équipement du Fond Régional de Développement

-
Exercice 2009

Sommaire

i) Introduction :	2
ii) Bilan national	3
a) Répartition géographique des crédits	3
b) Taux d'absorption des crédits	4
c) Taux d'exécution des projets	5
d) Nombre et répartition géographiques des projets	6
e) Montant des investissements par projet	7
f) Répartition sectorielle des projets	8
g) Répartition des investissements par secteurs	8
h) Montant moyen des projets par secteurs	9
i) Priorités sectorielles d'investissement par Wilaya	10
j) Situation physique des projets	13
iii) Aperçu régional	14
iv) Constats, propositions et recommandations	21
a) <i>Constats</i>	21
b) <i>Propositions</i>	22
c) <i>Recommandations</i>	22
v) Annexes	24
a) Tableaux des données	24
b) Canevas du rapport des Wilaya	27
c) Canevas du rapport des Communes	30

Rapport général et financier sur l'utilisation des crédits d'équipement du Fond Régional de Développement

Exercice 2009

i) Introduction :

Le Fond Régional de Développement est le principal transfert financier accordé aux Communes. Il est inscrit dans la loi de finance et a connu depuis 2002 une évolution importante en valeur absolue, notamment entre 2002 et 2006, passant de 0,6 à 2,6 milliard MRO.

La progression est moindre depuis, mais le FRD atteint tout de même 3 milliards en 2009 ce qui représente une augmentation de plus de 7 % par rapport à 2008.

Répartition fonctionnement/équipement/suivi-évaluation

Le FRD pour 2009 est réparti de façon générale en trois secteurs et selon les pourcentages suivants :

- 1 Fonctionnement des communes : 35%, soit 1 050 000 000 MRO
- 2 Equipement des communes : 55 %, soit 1 650 000 000 MRO
- 3 Suivi-évaluation du fond : 10 % soit 300 000 000 MRO

Critère et % de répartition entre les Communes

Les critères et pourcentages de répartition entre les communes (90% du FRD) étaient, pour 2009, les suivants :

- 1 Fonctionnement
 - Part forfaitaire : 15 %, soit 450 000 000 MRO
 - Part proportionnelle à la population pauvre : 20 %, soit 600 000 000 MRO
- 2 Equipement
 - Part proportionnelle à la population : 40%, soit 1 200 000 000 MRO
 - Part compensatrice du retard d'équipement : 15%, soit 450 000 000 MRO

Dates de versement des deux tranches

Pour l'année 2009 quelques difficultés ont été observées au niveau du versement des crédits, handicapant les communes dans leur gestion et programmation des investissements.

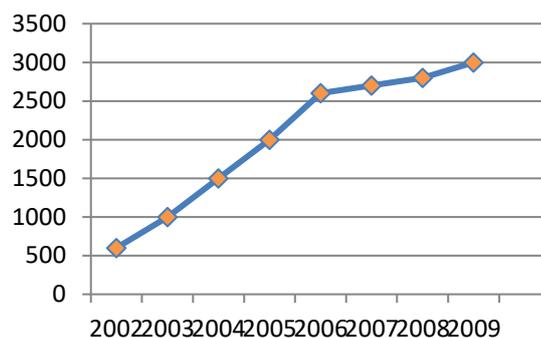
Le versement du FRD est prévu en deux tranches. Idéalement le premier versement devrait intervenir avant fin mars et le second avant fin juin. Dans les faits en

2009, le FRD a été versé en 3 tranches. Une première tranche de 25% en juin, la seconde tranche, de 25 % également, en août et enfin une dernière tranche de 50% n'est intervenue qu'en décembre.

Le contexte politico-économique de l'année 2009 explique bien entendu en partie ces dysfonctionnements, mais de manière plus générale cela illustre la nécessité d'un cadre législatif organisant le FRD et fixant les critères de répartition et d'utilisation des crédits.

Le présent rapport à valeur de test dans l'optique de la réalisation du rapport général et financier prévu dans le décret du 30/09/2010 portant réforme du FRD et création du CTN. Il s'attache à présenter l'utilisation faite par les communes des crédits d'équipement du FRD en matière d'investissements. Il se fonde sur les données obtenues auprès des communes et transmises par les services des Wilayas. Ces données sont insuffisantes pour réaliser une analyse exhaustive des investissements. Un certain nombre d'indications supplémentaires sont proposés dans les canevas de rapports (Communes et Wilaya) qui seront proposés pour l'exercice 2010.

Evolution du FRD (millions de MRO)

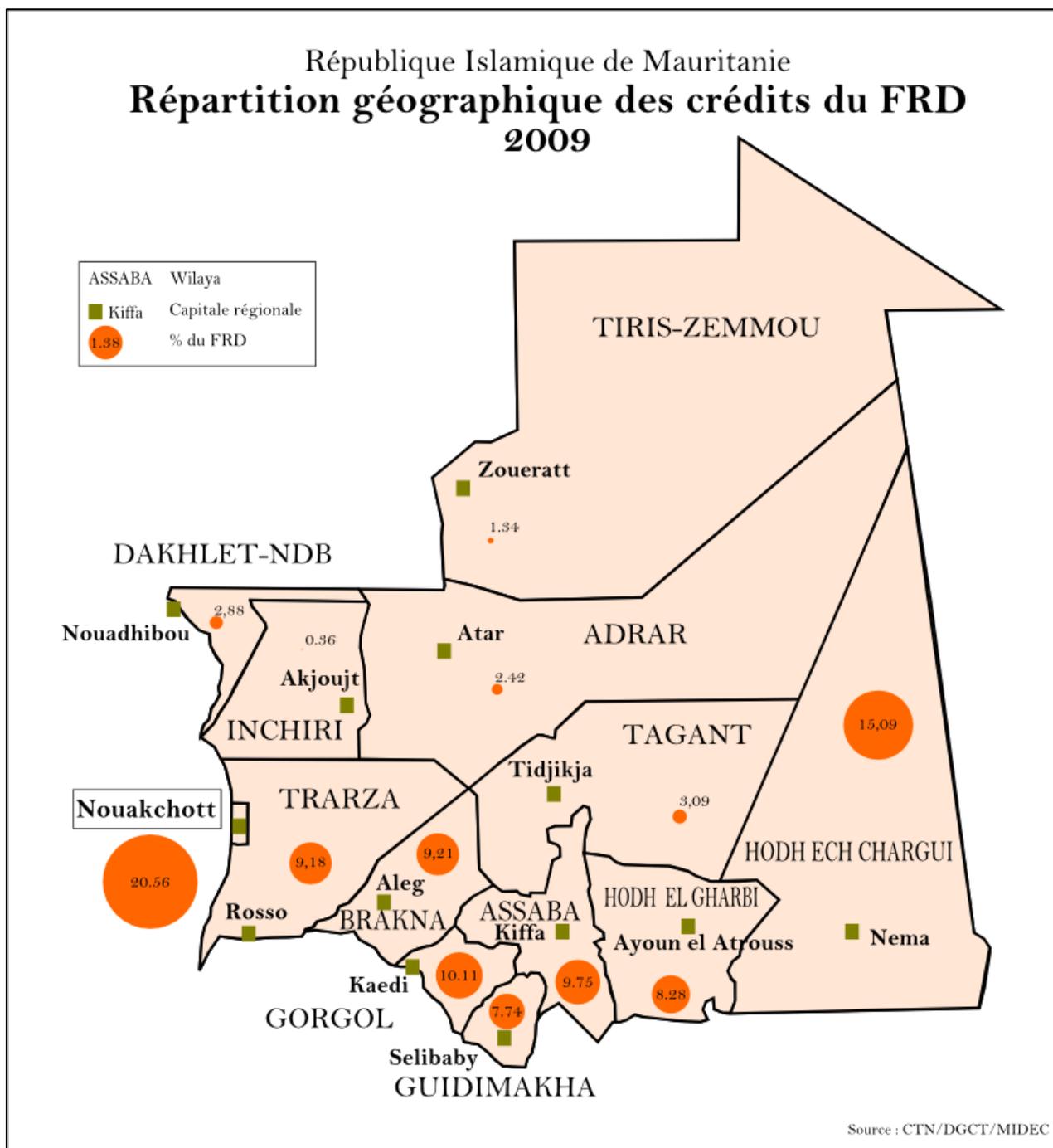


FRD 2009 Chiffres clés

1 650 000 MRO (DGCT)
1 769 041 378 MRO (Communes)
1 297 017 650 MRO engagés (73,32%)
1416 : projets lancés
916 011 MRO : moyenne d'investissement par projet

ii) Bilan national

a) Répartition géographique des crédits



Commentaires carte 1 :

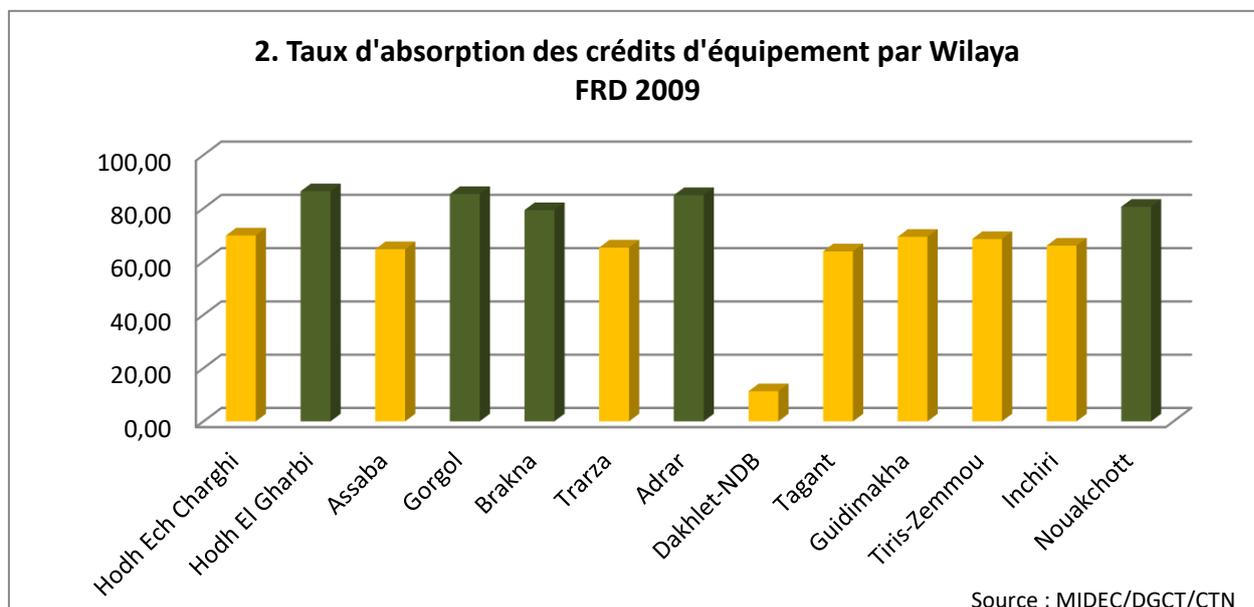
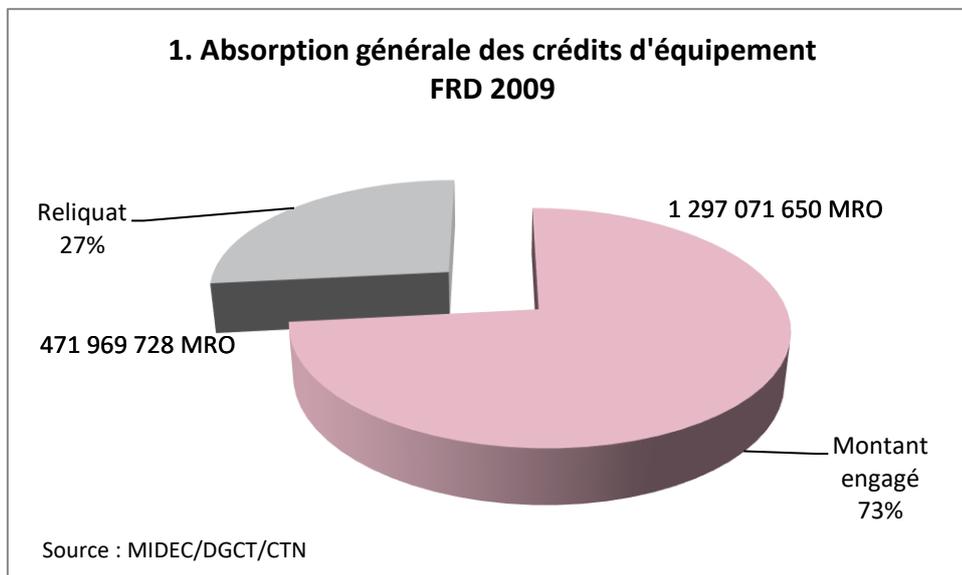
Le FRD 2009 pour sa partie équipement est de 1 650 000 000 MRO. Les données reçues des Wilaya donnent un FRD perçu de 1 769 041 378 MRO. La différence s'explique par le fait qu'un certain nombre de communes ont déclaré le FRD 2009 cumulé avec leur reliquat de 2008.

La répartition géographique des crédits d'équipement du FRD est fonction de la population, pour 40% et du retard d'équipement pour 15%. Ainsi les 9 communes de Nouakchott perçoivent plus de 20% du montant total. Les régions les moins peuplées perçoivent logiquement les pourcentages les plus faibles. Cela constitue néanmoins un handicap car l'enveloppe globale du FRD est relativement peu importante. Des pourcentages de 0,36 (Inchiri), 1,34 (Tiris-Zemmou), 2,42 (Adrar), 2,88 (Dakhlet-NDB), 3,04 (Tagant) correspondent à des montants faibles en valeur absolue

qui, divisés par le nombre de communes, ne permettent pratiquement pas à ces dernières de développer de réels plans d'investissement et de développement.

b) Taux d'absorption des crédits

Ce taux est obtenu sur le rapport entre les crédits engagés et les crédits transférés, il permet d'apprécier la capacité d'absorption des crédits par les collectivités territoriales.



Commentaires des graphiques 1 et 2 :

Le taux d'absorption des crédits est de 73,32% à l'échelle nationale, ce qui représente un reliquat non engagé de pratiquement 472 millions de MRO. Sans être catastrophique, ce taux dénote tout de même d'une certaine difficulté des communes dans leur capacité à utiliser l'intégralité de leurs crédits et cela d'autant plus que ceux-ci sont relativement faibles en valeur absolue et au regard des besoins en investissements.

5 Wilayas sur 13 (38,46%) ont un taux d'absorption égal ou supérieur à la moyenne nationale, tandis que 7 ont des taux inférieurs à la moyenne nationale mais situés au dessus de 60%. Seule la Wilaya du Dakhlet-NDB avec un taux à 11,28% se démarque radicalement. Cette faiblesse est relative au report des dotations des communes de Nouadhibou et de Nouamghar sur l'exercice 2010.

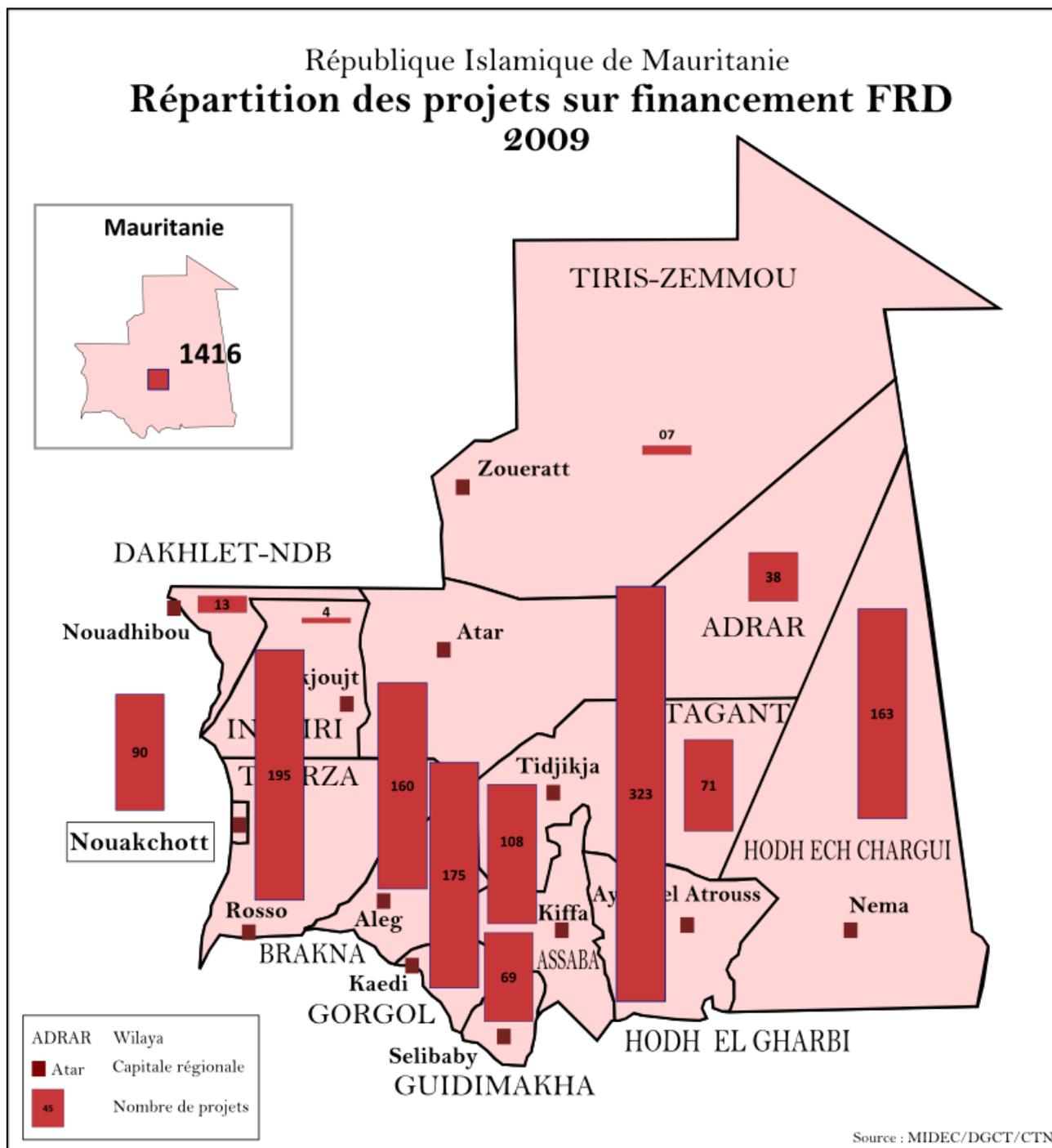
*Il apparaît que le niveau du taux d'absorption n'est pas directement corrélé au montant de la dotation FRD. Les difficultés d'absorption ne sont donc pas liées aux montants. (Cf. graphique n°5)
Il est probable que ces difficultés soient plutôt liées à des défauts de capacité des équipes communales, oppositions au sein du conseil municipal, mais également à des difficultés administratives liées au versement tardif de la dernière tranche du FRD (décembre).*

c) Taux d'exécution des projets

Ce taux est obtenu en se basant sur les paiements (mandats) effectués par les collectivités rapportés aux crédits engagés. Il permet d'avoir une notion générale du niveau d'exécution des projets à un niveau global (graphique 3) et par wilaya (graphique 4)

Les données obtenues pour l'exercice 2009 ne permettent pas le calcul de ces taux

d) Nombre et répartition géographiques des projets



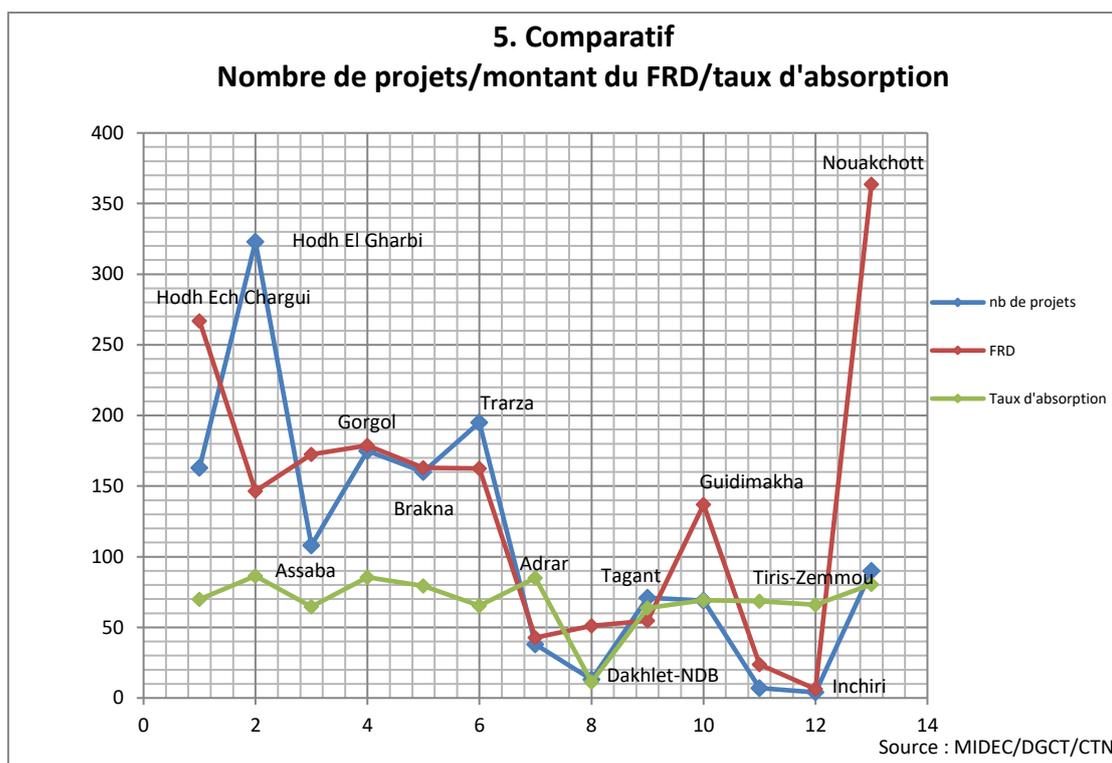
Commentaires carte 2 :

Au total **1416** projets sont financés par les communes mauritanienne sur les crédits du FRD 2009. Les régions du sud, plus peuplées et donc bénéficiaires de la majorité des fonds sont celles où l'on retrouve assez logiquement le plus grand nombre de projets.

La corrélation n'est toute fois pas systématique. Elle est réelle quand le montant du FRD est très faible (peu de projets). Moins importante quand le montant du FRD est plus important : ainsi la région de Nouakchott, première bénéficiaire des crédits FRD tant en valeur absolue que relative n'arrive qu'en 7^{me} position pour le nombre de projet et la région du Hodh El Gharbi en 7^{me} position pour le montant du FRD arrive de loin en 1^{re} position pour le nombre de projet (Cf. graphique n°5).

Le nombre de projet semble donc plutôt lié aux stratégies des communes privilégiant pour certaines le nombre, pour d'autre l'importance des projets et l'impact qu'ils peuvent avoir.



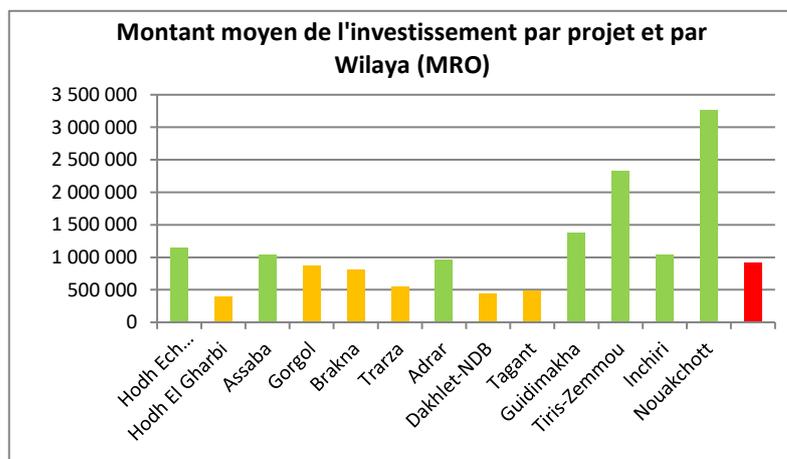


e) Montant des investissements par projet

Le montant moyen investi par projet est au niveau national de 916 011 MRO (en rouge sur le graphique) ce qui est relativement faible sachant que 47% des projets réalisés par les communes sont des constructions ou réhabilitations de bâtiments.

Sept Wilaya (vert) dépassent cette moyenne pour se situer au environ d'un million d'ouguiya. Seules deux d'entre elles, Nouakchott et Tiris-Zemmou se situent au dessus de 2 millions.

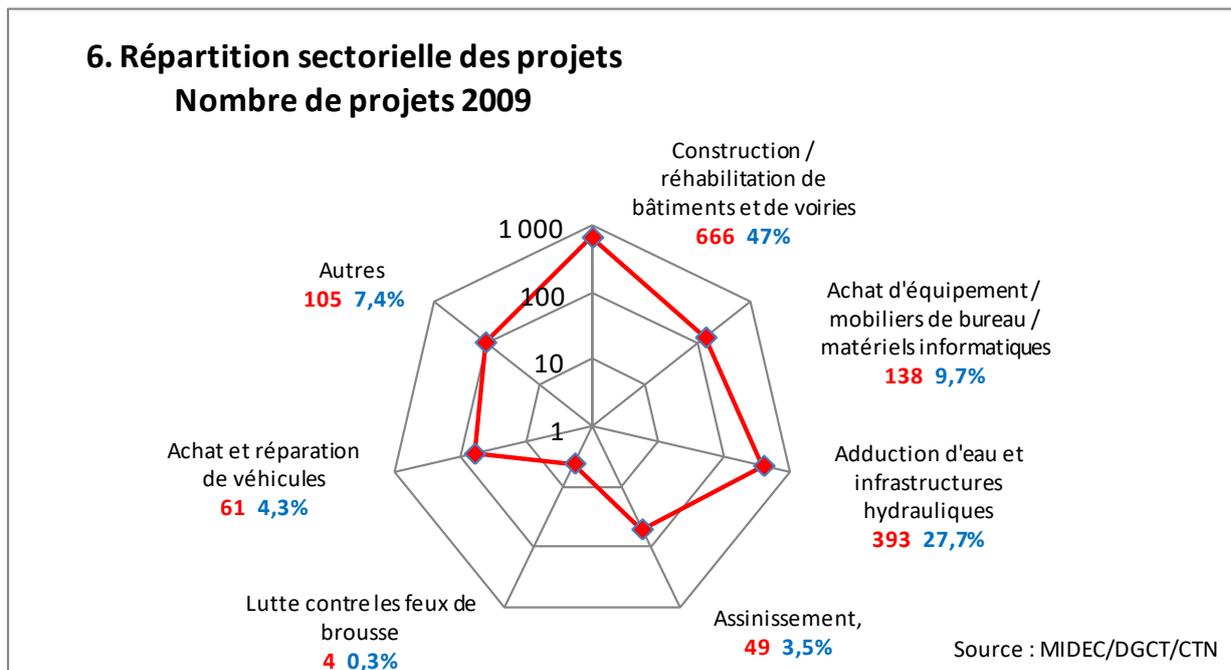
Six Wilaya ont un montant moyen d'investissement inférieur à la moyenne nationale. Trois d'entre elles se situent en deçà de 500 000 ouguiya, le Hodh El Gharbi ayant le plus faible montant avec 391 664 ouguiya.



Les faibles montants de dotation pourraient expliquer pour certaines communes une volonté de multiplier les petits projets. Inversement celles bénéficiant de montants plus importants pourraient se permettre quelques projets de plus grande ampleur. Les Communes de la Wilaya de Nouakchott semblent répondre à cette logique. Ce n'est pas forcément le cas par ailleurs. Ainsi, cas le plus extrême, la Wilaya du Hodh El Chargui, 2^{ème} montant FRD le plus important et pourtant en dernière position pour le montant moyen d'investissement par projets. Très clairement dans cette Wilaya les communes ont privilégié la multiplication de microprojets. C'est également le cas, dans des proportions moindres pour le Gorgol, le Brakna ou le Trarza.

Il y a donc de façon générale une certaine parcellisation de l'investissement communal. Elle peut être associée à une volonté de plus grande visibilité de l'action municipale par les élus locaux, au souhait de satisfaire l'ensemble des composantes communautaires de la société locale. Ce peut être également, pour une part, le résultat d'un grand nombre de "participations", au cofinancement d'actions initiées par différents programmes et projets des partenaires techniques et financiers. C'est dans une certaine mesure un handicap au développement de projets communaux plus amples, qui pourraient avoir des impacts sur l'amélioration des conditions de vie plus importants, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'hydraulique.

f) Répartition sectorielle des projets



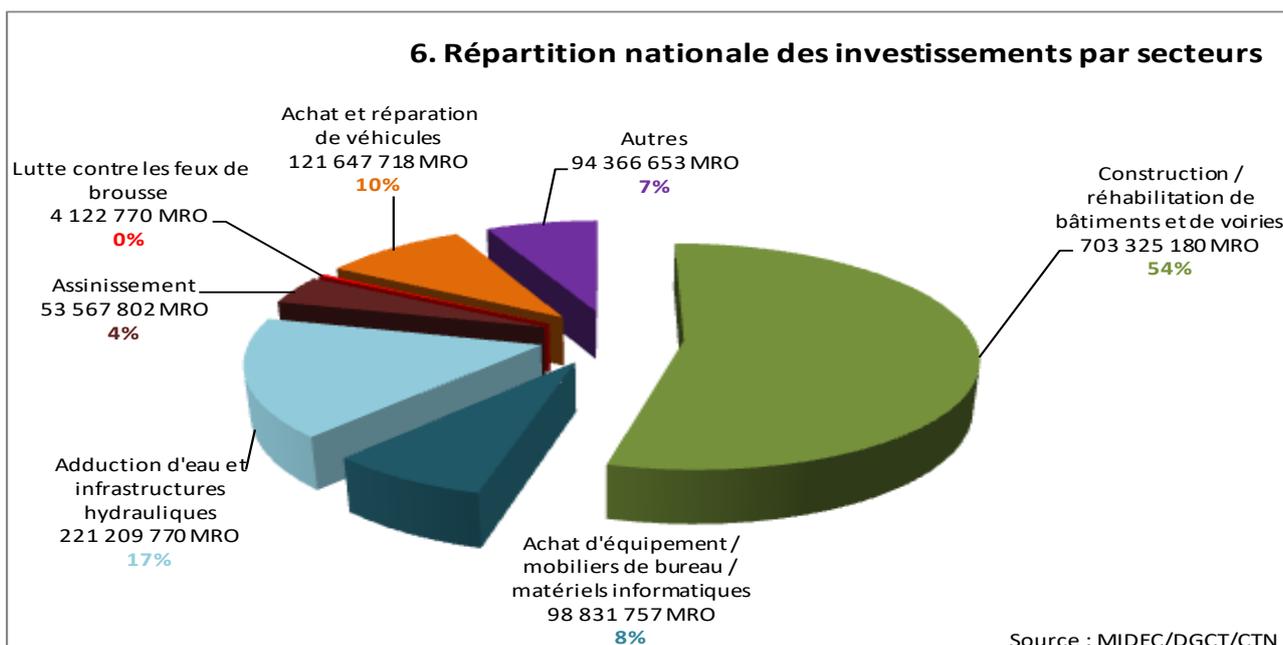
Commentaires du graphique 5 :

Pratiquement la moitié des projets communaux (47%) se font dans le cadre d'actions (666) de construction/réhabilitation d'infrastructures et de voirie.

Le deuxième poste d'investissement concerne des actions (393) dans le domaine de l'hydraulique, elles représentent 27,7% des projets. Le troisième poste est l'achat d'équipement et de matériel (9,7 % des projets)

Suivent les postes "autres" pour 105 projets représentant 7,4% du total et celui concernant l'achat et la réparation de véhicules (105 projets représentant 4,3% du total).

g) Répartition des investissements par secteurs



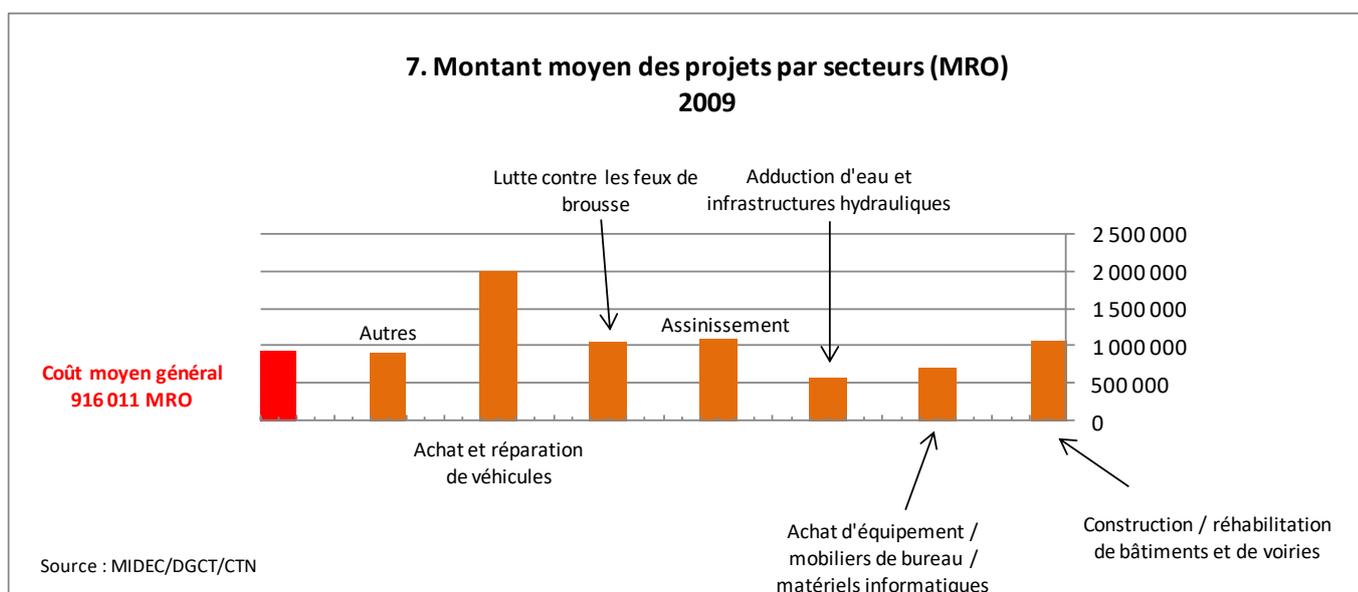
Commentaires des graphiques 6 :

En termes de volume financier, le poste construction/réhabilitation d'infrastructures et de voirie arrive également en tête avec 54% de l'investissement total. Suit le poste hydraulique avec 17% de l'investissement.

Le poste achat et réparation de véhicule, en 5^{ème} position quant au nombre de projet, arrive en 3^{ème} position pour le volume financier avec 10% des investissements communaux.

Suivent le poste achat d'équipement et de matériels (8%) et le poste "autres" avec 7%.

h) Montant moyen des projets par secteurs



Commentaires des graphiques 7:

Les projets d'achat et de réparation de véhicules sont ceux qui mobilisent l'investissement moyen le plus important au environ de 2 millions de MRO.

Les projets de construction/réhabilitation d'infrastructures et de voirie représentant 47% du total de projets communaux, n'arrivent qu'en 3 position en terme de montant moyen par projet avec à peine plus d'un millions par projet, ce qui est très faible compte tenu de la nature de ces projets.

Les projets d'infrastructures hydrauliques ont un coût moyen d'à peine plus de 500 000 MRO ce qui là encore parait très faible notamment en comparaison des projets d'équipement en matériel situé à plus de 700 000 MRO.

Répartition sectorielle des projets et des investissements / montants moyen des investissements

De façon générale, nous pouvons constater que la priorité est donnée par la commune aux investissements dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures et de projets hydrauliques : 74,7% des projets et 71% de l'investissement global.

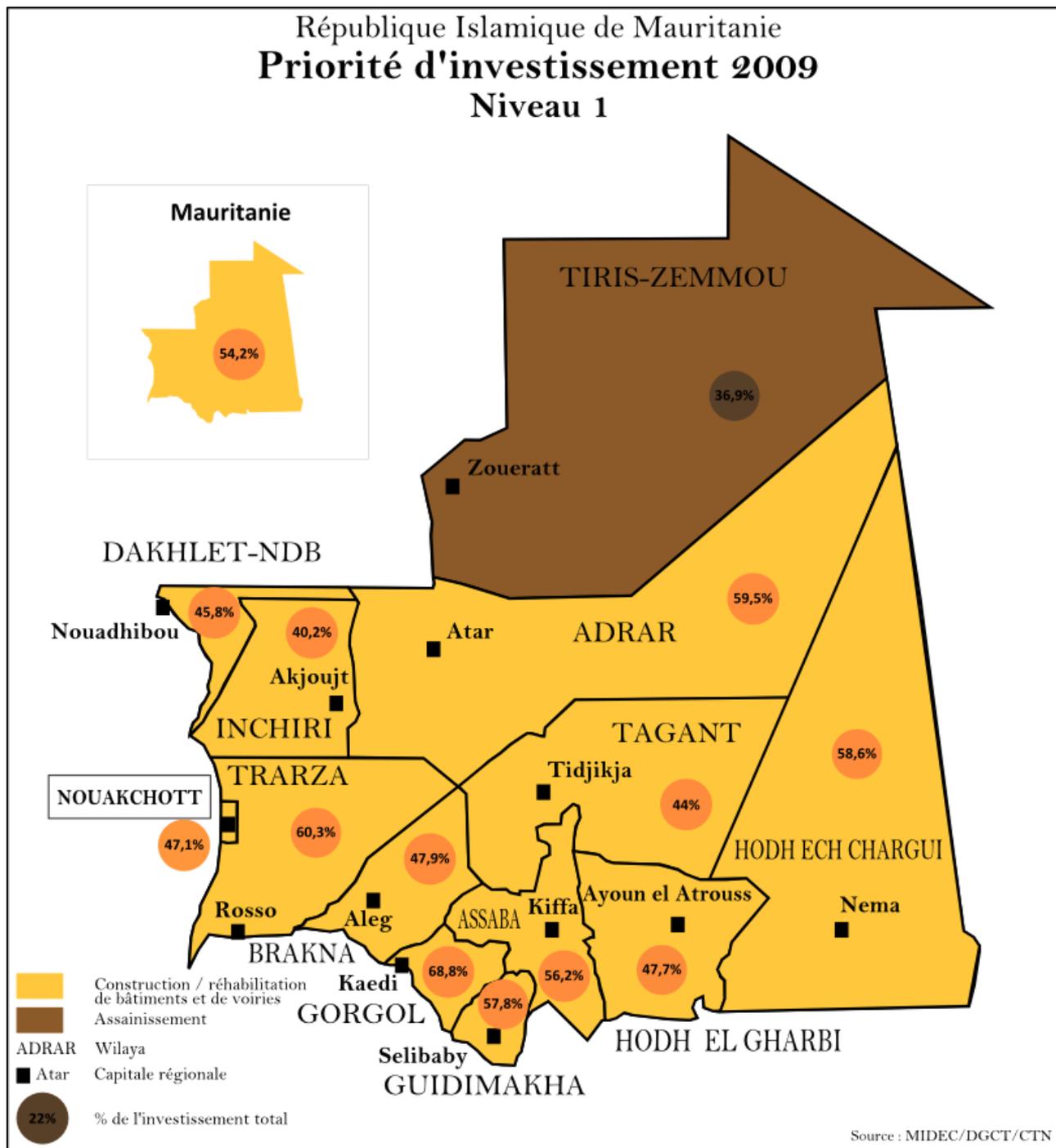
Secondairement suivent les moyens de fonctionnement des communes : véhicule et matériels d'équipement, ils représentent 14% des projets et 18% de l'investissement global.

Second constat, les projets les plus importants en nombre et en volume financier, ont par ailleurs un coût moyen étonnamment faible étant donné la nature de ces projets. Il est acceptable de penser que la multiplication des microprojets à ce niveau se fait au profit de la quantité (meilleure visibilité) et au détriment de la qualité.

Enfin, afin de pouvoir affiner l'analyse il conviendrait d'avoir des données plus détaillées : un secteur "autres" qui représente 7,4% des projets et 7% de l'investissement n'est pas acceptable. Il serait également souhaitable que le secteur "construction/réhabilitation" soit divisé en secteurs : "santé", "éducation"...etc. Ces aménagements sont proposés dans les canevas de rapports à l'attention des communes et des wilayas.

i) Priorités sectorielles d'investissement par Wilaya

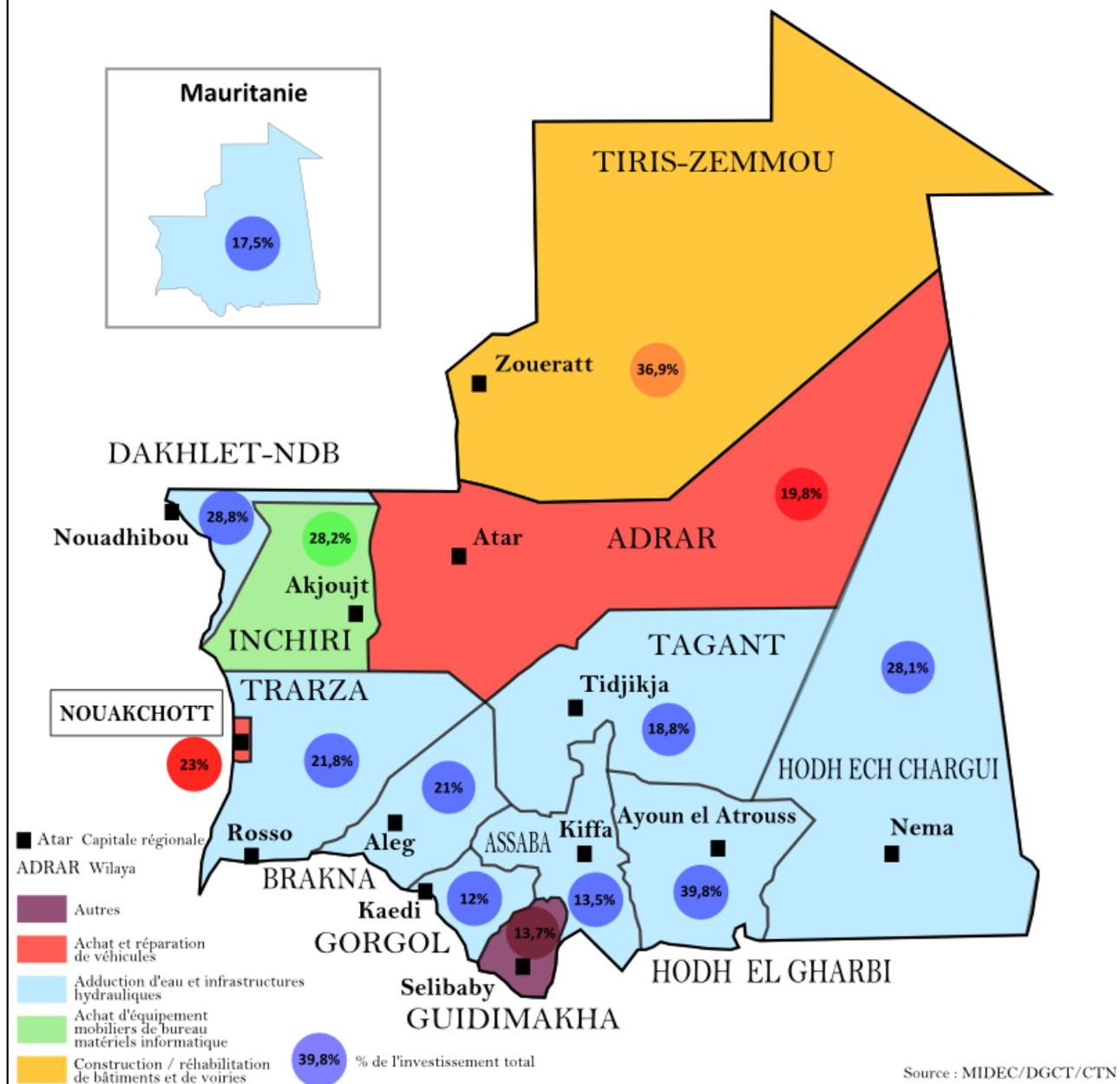
Priorités d'investissement de niveau 1, 2 et 3 déterminées à partir des trois plus forts pourcentages de crédits engagés par secteurs.



La priorité n°1 des communes à l'échelle nationale pour l'investissement est celle de la construction/réhabilitation d'infrastructures et de voiries qui représente 54% de l'investissement global. C'est également la priorité n°1 pour les communes de 12 régions sur 13. Seules les communes du Tiris-Zemmou investissent moins de 40% de leurs crédits dans ce secteur.

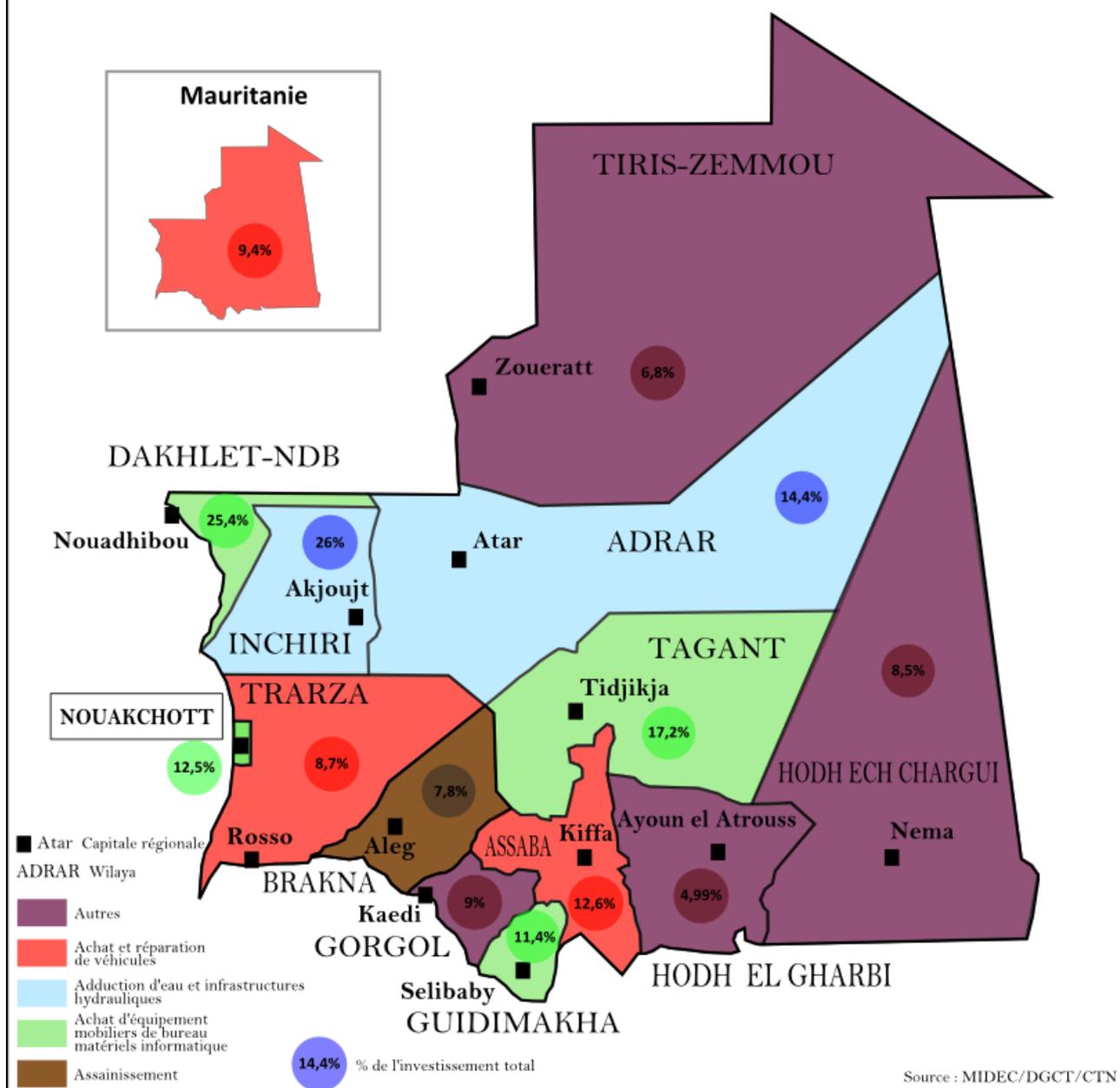
Des données sectorielles plus affinées permettraient d'identifier le niveau de priorité en matière de santé, d'éducation, de développement agricole, d'appui au secteur de l'élevage... etc.

République Islamique de Mauritanie
Priorité d'investissement 2009
Niveau 2



A l'échelle nationale, la seconde priorité est celle du développement de l'hydraulique. Elle représente 17,5% de l'investissement global. C'est également la priorité n°2 pour les communes de 8 Wilaya sur 13. Suit l'achat et la réparation de véhicule pour les Wilaya de Nouakchott et de l'Adrar.

République Islamique de Mauritanie
Priorité d'investissement 2009
Niveau 3



La troisième priorité d'investissement des communes à l'échelle nationale est pour 2009, l'achat et la réparation de véhicule, qui représente 9,4% de l'investissement global.

Au niveau régional c'est également la troisième priorité pour les Wilaya du Trarza et de l'Assaba qui y consacrent respectivement 8,7% et 12,6%.

De façon générale le troisième niveau de priorité d'investissement est plus diversifié que les précédents. Le secteur "autres" qui concerne 4 Wilaya devrait être détaillé à l'avenir.

j) Situation physique des projets

Par situation physique des projets, il faut entendre le niveau d'avancement du projet. Le tableau n°2 en annexes propose 4 niveaux d'avancement : 1) Elaboration/DAO 2) Passation de marché 3) Exécution 4) Réception. Ces indications devront être rapportées par les Communes.

Les données obtenues pour l'exercice 2009 ne permettent pas de proposer une situation à ce niveau.

iii) Aperçu régional

L'aperçu au niveau régional permet éventuellement par comparaison de discerner des résultats locaux se distinguant de la moyenne et positifs ou négatifs, d'en rechercher les raisons

Il propose un point d'analyse sur :

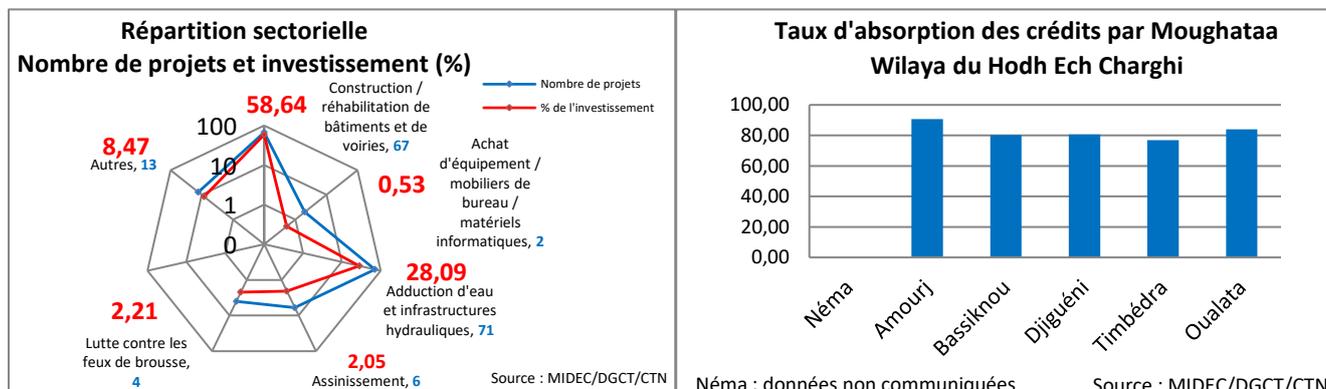
- La situation physique des projets
- La répartition sectorielle en nombre de projet et pourcentage d'investissement
- Le taux d'absorption des crédits par Moughataa

Les données obtenues pour l'exercice 2009 ne permettent pas de proposer une situation régionale au niveau de la situation physique des projets.

Wilaya	Part de l'investissement global (%)		
	Projets de développement	Projets d'équipements logistiques et matériels	Autres
Hodh Ech Charghi	91,00	0,53	8,47
Hodh El Gharbi	89,61	5,40	4,99
Assaba	74,77	23,53	1,70
Gorgol	84,86	6,15	8,99
Brakna	76,71	19,02	4,27
Trarza	85,13	11,36	3,50
Adrar	74,65	25,35	0,00
Dakhlet-NDB	74,59	25,41	0,00
Tagant	69,95	30,05	0,00
Guidimakha	71,75	14,51	13,74
Tiris-Zemmou	91,92	1,23	6,85
Inchiri	71,82	28,18	0,00
Nouakchott	53,07	35,56	11,37
TOTAL RIM	75,73	17,00	7,28

1. Hodh Ech Charghi

FRD (MRO)	266 903 850	Taux d'absorption	69,78%	Nb de projets	163	Montant moyen par projet (MRO)	1 142 595
-----------	--------------------	-------------------	---------------	---------------	------------	--------------------------------	------------------



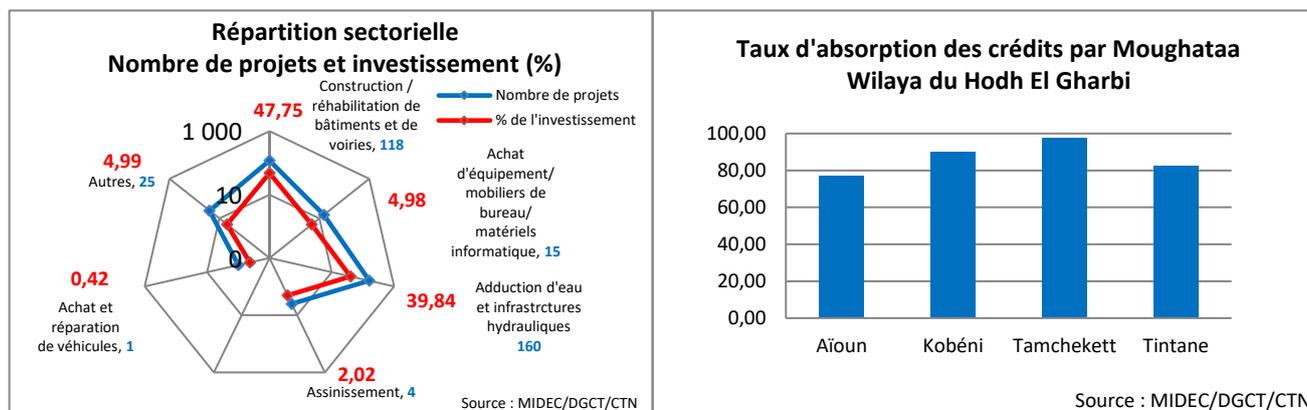
La Wilaya du Hodh Ech Charghi détient un taux d'absorption des crédits FRD un peu inférieur à la moyenne nationale, mais il est dû à l'absence de données pour la Moughataa de Néma. L'ensemble des autres Moughataa ont un taux d'absorption supérieur à la moyenne nationale.

Il est également à noter que les communes de cette Wilaya ont massivement investi dans des projets de développement : 91% des investissements dans les secteurs de la construction/réhabilitation d'infrastructures, hydraulique, assainissement et lutte contre les feux de brousse. Par ailleurs les investissements dans les moyens logistiques des communes sont modestes (0,53% pour l'équipement en matériel, 0% pour les véhicules)

Enfin le montant moyen d'investissement par projet est supérieur à la moyenne nationale ce qui, même s'il reste faible en valeur absolue, dénote d'une certaine volonté de ne pas trop saupoudrer l'investissement par une multiplication de microprojets.

2. Hodh El Gharbi

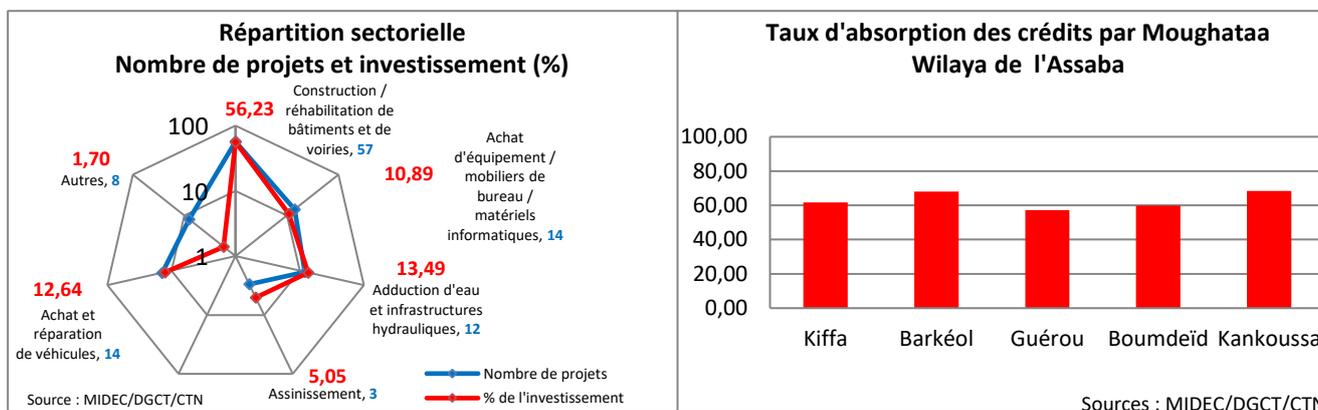
FRD (MRO)	146 462 044	Taux d'absorption	86,38%	Nb de projets	323	Montant moyen par projet (MRO)	391 664
-----------	-------------	-------------------	--------	---------------	-----	--------------------------------	---------



Pour la Wilaya du Hodh El Gharbi, le taux d'absorption est supérieur à la moyenne nationale et atteint plus de 86%. Là encore l'ensemble des Moughataa ont un taux supérieur à la moyenne nationale. L'investissement est, ici aussi, très majoritairement axé sur les projets de développement (89,61%) alors que l'investissement en logistique et matériel pour les communes ne constitue que 5,4% du montant global. Toute fois le montant moyen de l'investissement par projet est extrêmement faible, 391664 MRO, le Hodh El Gharbi détient le record du nombre de projet pour 2009 avec 323 unités soit 128 unités de plus que son suivant immédiat.

3. Assaba

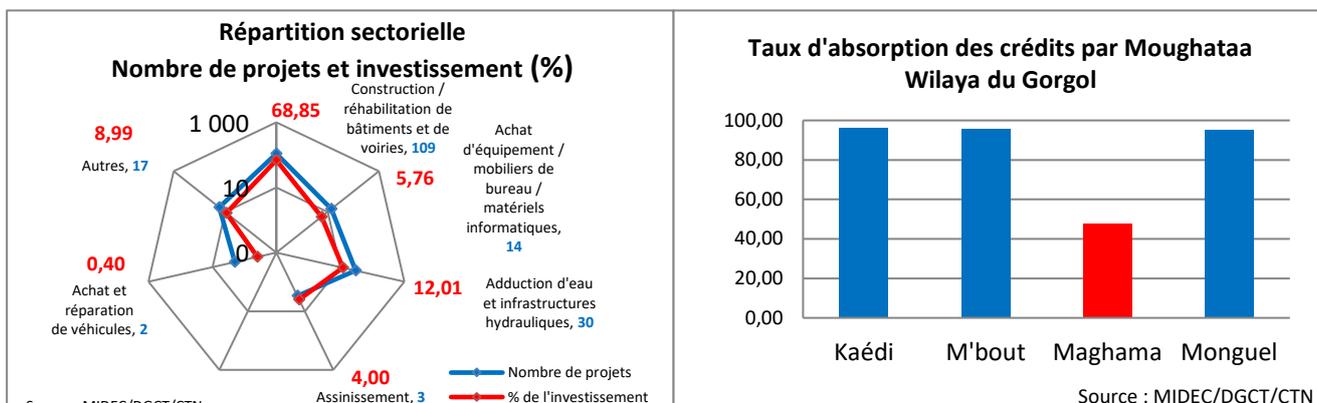
FRD (MRO)	172 509 079	Taux d'absorption	64,62%	Nb de projets	108	Montant moyen par projet (MRO)	1 032 159
-----------	-------------	-------------------	--------	---------------	-----	--------------------------------	-----------



La Wilaya de l'Assaba se distingue par un taux d'absorption général inférieur de 8,7 points à la moyenne nationale. Elle se distingue également par un taux d'absorption inférieur à la moyenne nationale pour l'ensemble des 5 Moughataa. Par ailleurs si l'investissement dans les projets de développement reste majoritaire (72,17%) il est tout de même un peu inférieur à la moyenne nationale et celui concernant la logistique et l'équipement des communes atteint pratiquement un quart de l'investissement global (23.53%)

4. Gorgol

FRD (MRO)	178 848 787	Taux d'absorption	85,36%	Nb de projets	175	Montant moyen par projet (MRO)	872 324
-----------	-------------	-------------------	--------	---------------	-----	--------------------------------	---------

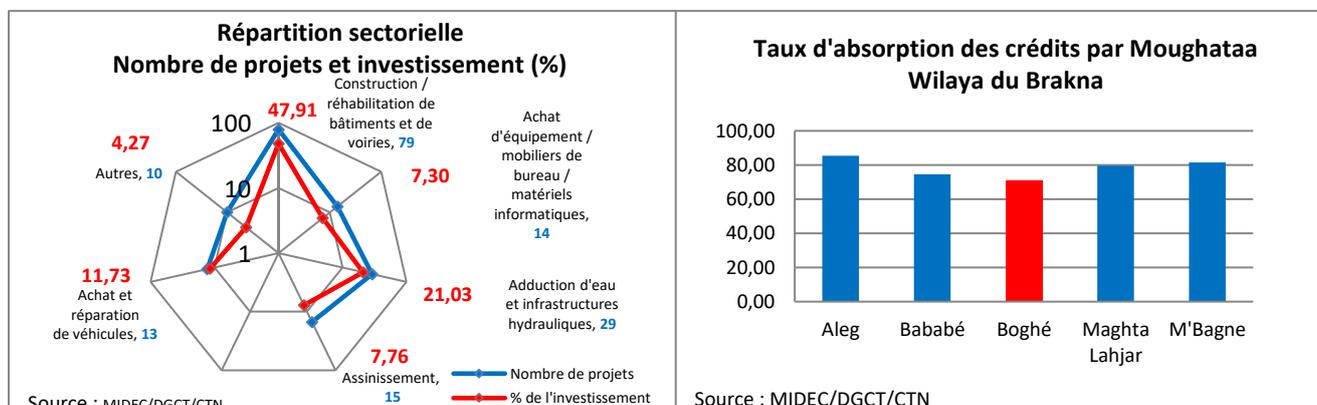


Au niveau de la Wilaya du Gorgol, le taux d'absorption général dépasse de 12 points le taux national. Ce taux est égal ou supérieur à 95% pour 3 des 4 Moughataa de la région. Seules les communes de la Moughataa de Maghama semblent avoir des difficultés à utiliser leurs crédits avec un taux qui n'atteint pas les 50%.

L'investissement dans les projets de développement d'infrastructures publiques dépasse les 84% et le montant moyen par projet est au niveau de la moyenne nationale.

5. Brakna

FRD (MRO)	162 847 794	Taux d'absorption	79,30%	Nb de projets	160	Montant moyen par projet (MRO)	807 136
-----------	-------------	-------------------	--------	---------------	-----	--------------------------------	---------

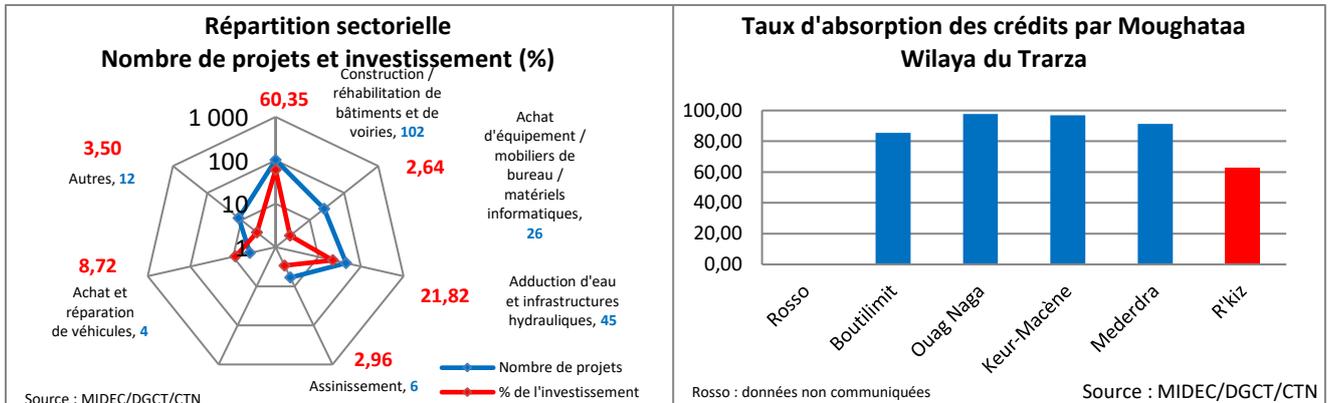


La Wilaya du Brakna à un taux d'absorption légèrement supérieur à la moyenne. Comme pour le Gorgol une seule Moughataa (sur 5), celle de Boghé, a un taux d'absorption un peu inférieur à la moyenne nationale.

La part de l'investissement dans les projets de développement atteint 76,71%, celle investi dans les projets d'équipements logistiques et matériels se situe à 19,02%.

6. Trarza

FRD (MRO)	162 473 496	Taux d'absorption	65,22%	Nb de projets	195	Montant moyen par projet (MRO)	543 452
-----------	--------------------	-------------------	---------------	---------------	------------	--------------------------------	----------------



Le taux d'absorption pour la Wilaya du Trarza n'est que de 65,22% soit plus de 8 points en deçà de la moyenne nationale. L'absence de données pour la Moughataa de Rosso explique ce faible taux qui n'est sans doute pas représentatif de la réalité dans les faits.

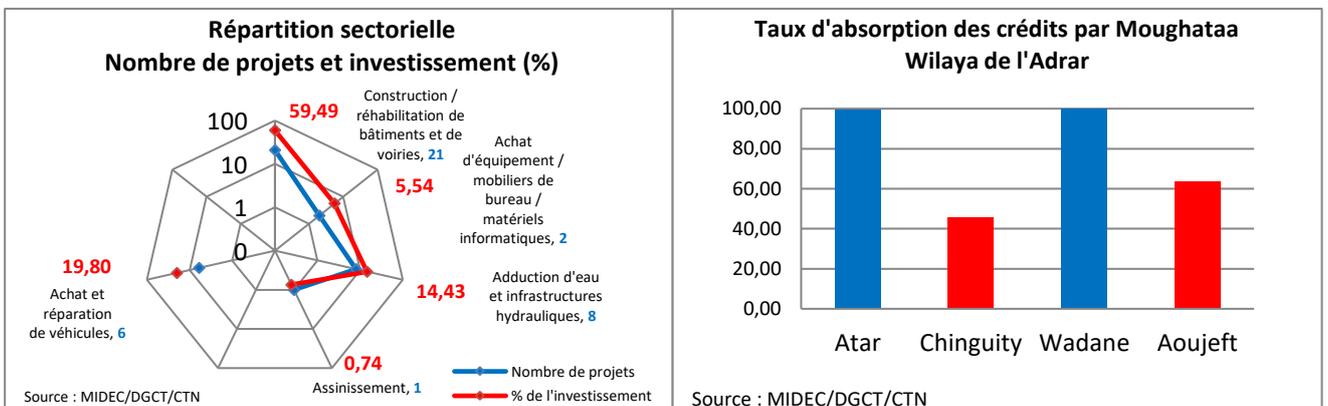
Seule la Moughataa de R'kiz a un taux qui laisse supposer quelques difficultés dans l'utilisation des crédits.

La part d'investissement pour des projets de développement atteint plus de 85%.

Le montant moyen d'investissement par projet est en dessous de la moyenne nationale et très faible.

7. Adrar

FRD (MRO)	42 814 381	Taux d'absorption	84,92%	Nb de projets	38	Montant moyen par projet (MRO)	956 732
-----------	-------------------	-------------------	---------------	---------------	-----------	--------------------------------	----------------

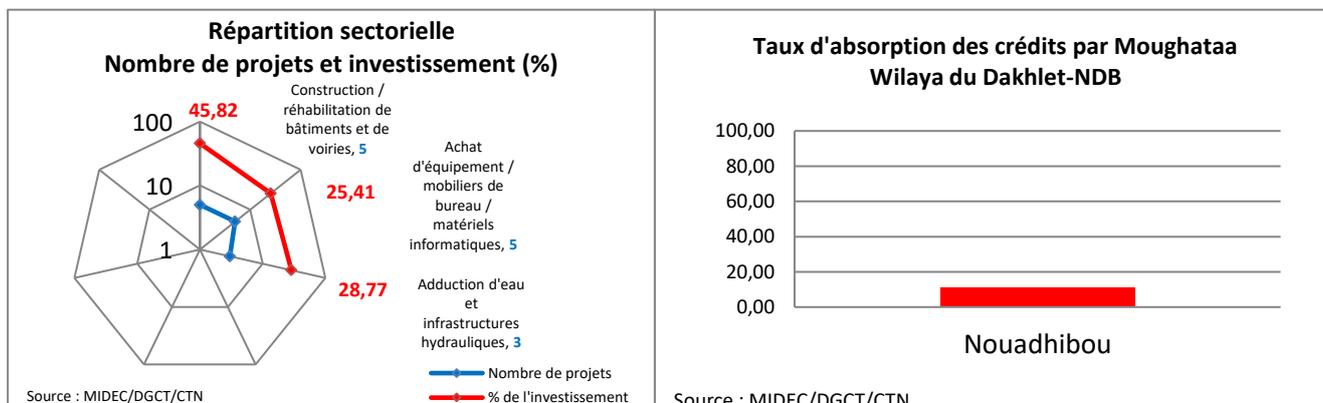


Pour la Wilaya de l'Adrar, le taux d'absorption général est de 11,6 points supérieur à la moyenne nationale. Toute fois sur 4 Moughataa que compte la région deux, Chinguity et Aoujeft ont des taux inférieurs à la moyenne (45,43% et 63,46 %) et semble avoir des difficultés à utiliser leurs crédits.

On peut également noter pour l'Adrar, une part d'investissement consacré aux projets d'équipements logistiques et matériels supérieur au quart du global (25,35%).

8. Dakhlet-NDB

FRD (MRO)	50 990 323	Taux d'absorption	11,28%	Nb de projets	13	Montant moyen par projet (MRO)	442 595
-----------	-------------------	-------------------	---------------	---------------	-----------	--------------------------------	----------------

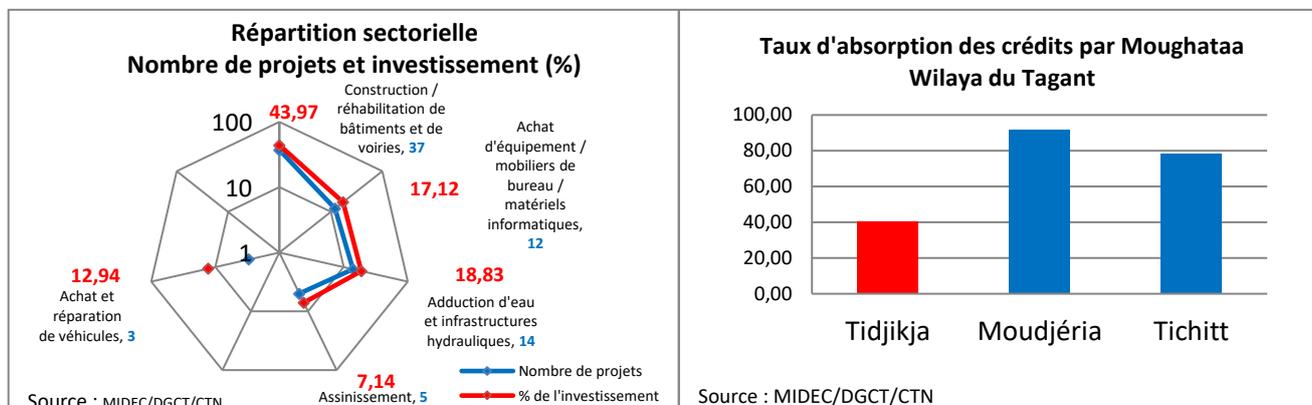


Le taux d'absorption du Dakhlet-NDB est extrêmement faible, en raison principalement du report des crédits des communes de Nouadhibou et Nouamghar sur l'exercice 2010.

Certaines communes dont les crédits sont en valeur absolue très faibles préfèrent les cumuler avec ceux de l'exercice suivant afin de pouvoir procéder à la mise en œuvre d'un projet de plus grande ampleur ou le financement de véhicule.

9. Tagant

FRD (MRO)	54 585 010	Taux d'absorption	63,81%	Nb de projets	71	Montant moyen par projet (MRO)	490 607
-----------	-------------------	-------------------	---------------	---------------	-----------	--------------------------------	----------------

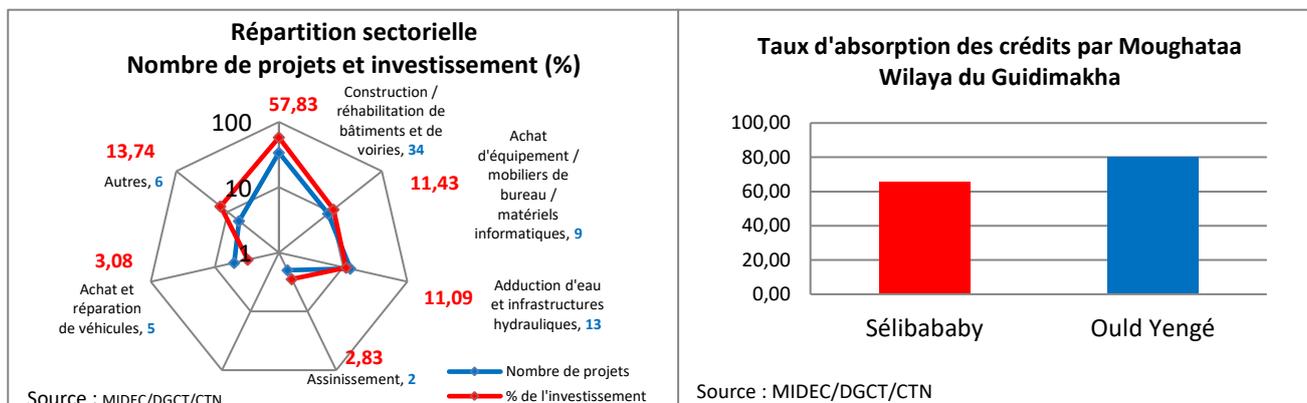


Le taux d'absorption global pour la Wilaya du Tagant est inférieur de pratiquement 10 points au taux national. C'est en particulier le taux de la Moughataa de Tidjikja qui en est responsable, puisque celui-ci se limite à 40%.

Le montant moyen d'investissement par projet est également faible par rapport à la moyenne nationale. A titre d'exemple le montant moyen pour les projets de construction/réhabilitation est seulement de 648 676 MRO.

10. Guidimakha

FRD (MRO)	136 916 696	Taux d'absorption	69,27%	Nb de projets	69	Montant moyen par projet (MRO)	1 374 539
-----------	--------------------	-------------------	---------------	---------------	-----------	--------------------------------	------------------

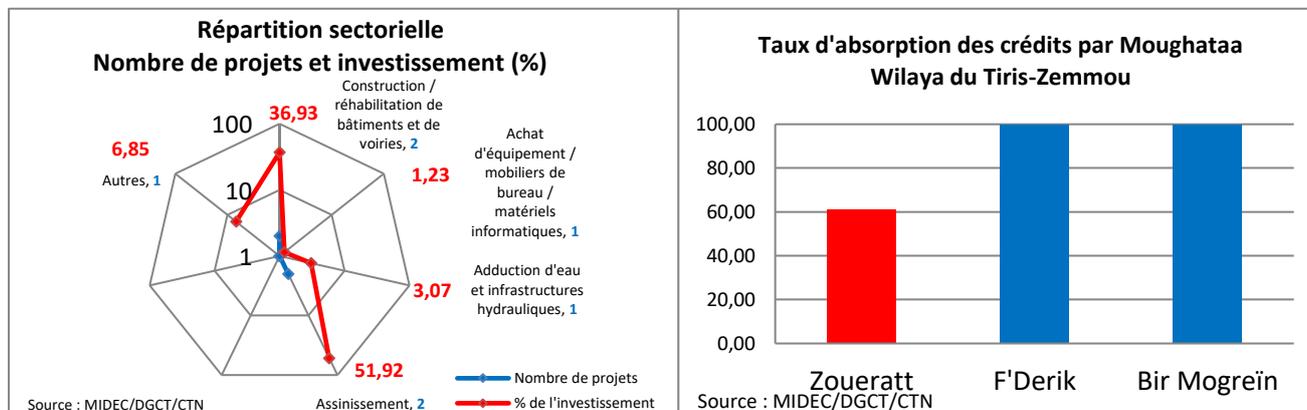


Pour la Wilaya du Guidimakha, le taux d'absorption est un peu inférieur à la moyenne nationale, conséquence d'un taux relativement faible au niveau de la Moughataa de Sélilibaby.

Le montant moyen d'investissement par projet est par contre relativement élevé comparativement à la moyenne nationale, la Wilaya se situe d'ailleurs au 3^{ème} rang au niveau national.

11. Tiris-Zemmou

FRD (MRO)	23 770 272	Taux d'absorption	68,45%	Nb de projets	7	Montant moyen par projet (MRO)	2 234 324
-----------	-------------------	-------------------	---------------	---------------	----------	--------------------------------	------------------

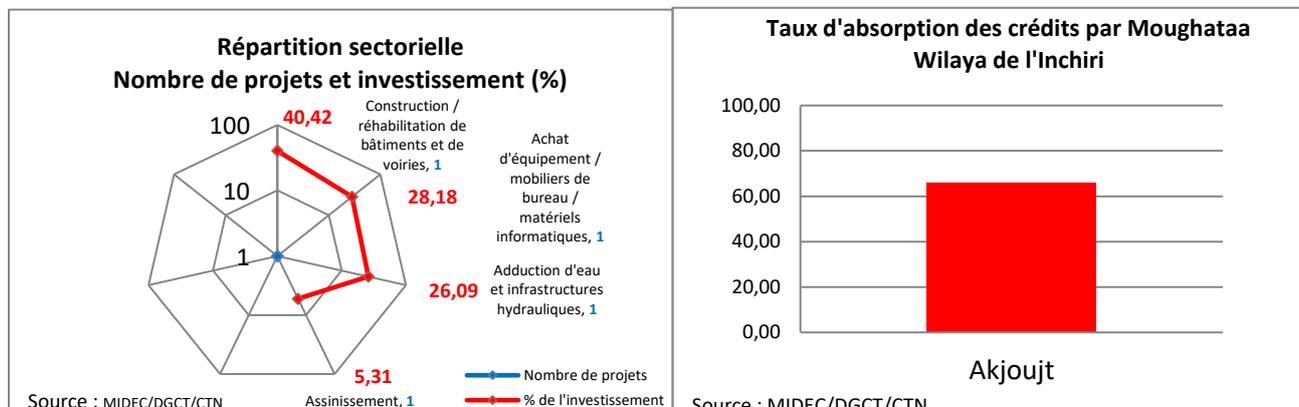


Au niveau de la Wilaya du Tiris-Zemmou, seule la Moughataa de Zoueratt un taux d'absorption inférieur à la moyenne nationale, les deux autres atteignant 100%. Les crédits en valeur absolue sont faibles et d'autre par le montant d'investissement par projet est très élevé, plus de 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale. Deux éléments qui facilitent l'obtention de taux d'absorption élevés.

Enfin la part de l'investissement dans les projets de développement est très élevée puisqu'elle atteint plus de 91%

12. Ichiri

FRD (MRO)	6 292 466	Taux d'absorption	65,97%	Nb de projets	4	Montant moyen par projet (MRO)	1 037 801
-----------	-----------	-------------------	--------	---------------	---	--------------------------------	-----------

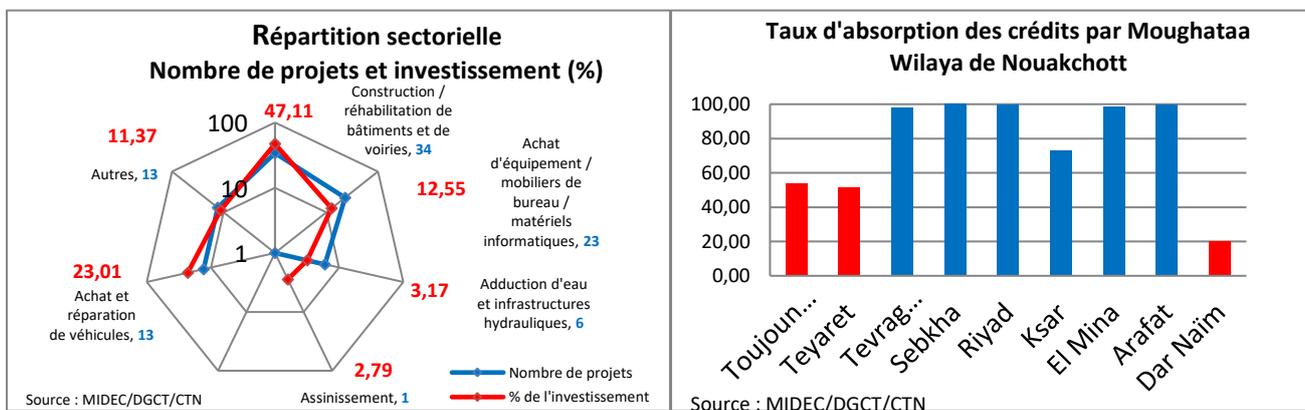


Le taux d'absorption de la Wilaya de l'Ichiri est relativement modeste, notamment compte tenu des faibles montants en jeu.

La part de l'investissement consacrée aux projets d'équipements en matériels est elle particulièrement élevée puisqu'elle atteint 28,18%, soit le second taux parmi les 13 Wilaya, sachant par ailleurs que la Wilaya ne comprend que deux communes.

13. Nouakchott

FRD (MRO)	363 627 180	Taux d'absorption	80,54%	Nb de projets	90	Montant moyen par projet (MRO)	3 254 096
-----------	-------------	-------------------	--------	---------------	----	--------------------------------	-----------



La Wilaya de Nouakchott qui concentre plus de 20% du total des crédits d'équipement du FRD 2009 à un taux d'absorption de plus de 80% et le montant moyen d'investissement par projet le plus élevé du pays et de loin. Ce dernier étant évidemment facilité par le volume des crédits.

Toute fois, trois Moughataa/communes se distinguent par des taux d'absorption inférieurs à la moyenne nationale : Toujounine (53,56%), Teyaret (51,26%) et surtout Dar Naïm (20,25%).

Par ailleurs la Wilaya de Nouakchott est celle qui investit le moins, en valeur relative, de tout le pays dans les projets de développement 53,07% et le plus dans les projets d'équipements logistiques et matériels (35,56%)

iv) Constats, propositions et recommandations

a) **Constats**

1-

Nous constatons que le montant moyen de l'investissement par projet est très faible (916 011 MRO). Cela a pour conséquence une tendance générale à la parcellisation de l'investissement. Elle s'exerce par la multiplication de microprojets, qui répond à une stratégie électorale visant à une plus grande visibilité de l'action municipale. Cette parcellisation de l'investissement répond également parfois à une tendance clientéliste qui consiste à "servir" si possible l'ensemble des composantes communautaires de l'électorat local.

Si l'on considère que le premier objectif d'une équipe municipale est sa réélection, cette stratégie est probablement efficace. Mais en termes de renforcement des services publics locaux et, de manière générale, d'amélioration des conditions de vie des populations, cette option qui privilégie la quantité risque fort d'avoir un impact relativement faible.

En mettant trop fortement l'accent sur le nombre de projet, donc la quantité, on provoque quasi automatiquement une dégradation de la qualité et de la pérennité des projets.

Ainsi, on peut observer sur ce FRD 2009, que le montant moyen de l'investissement à l'échelle nationale sur les projets du poste "construction/réhabilitation de bâtiments et de voirie" est de 1 056 044 MRO, quand celui du poste "achat et réparation de véhicules" est pratiquement le double (1 994 224 MRO).

S'il est aisément concevable qu'il faille environ 2 millions d'ouguiya pour s'équiper d'un véhicule correct, il est plus difficile d'imaginer que l'on puisse construire ou réhabiliter des bâtiments avec à peine, en moyenne 1 millions, sauf peut être, à en négliger très sérieusement la qualité. Or les projets de ce secteurs représentent 47% du nombre total de projets et plus de 54% de l'investissement.

2-

Le taux général d'absorption des crédits, qui de prime abord peut paraître relativement important (+ de 73%), rapporté aux volumes financier du FRD, lui-même largement décriés par les élus locaux comme étant trop faibles au vu des besoins, semble finalement plutôt modeste.

Les crédits sont dit largement insuffisants, mais un peu moins des trois quart sont engagés et le reliquat disponible pour le FRD 2009 se monte à 471 969 728 ouguiyas¹.

Au niveau des Moughataa, 32% d'entre elles ont des taux inférieurs à la moyenne nationale, mais il est particulièrement faible dans les Moughataa de Chinguity (45,3%), Tidjikja (40,50%) Dar Naim (20,25%), Maghama (47,59%) et Nouadhibou (11,28%). Pour cette dernière, il s'explique par la décision des communes de Nouadhibou et Nouamghar de reporter leurs crédits 2009 sur l'exercice 2010.

Pour les autres il semble y avoir pour certaines communes de réelles difficultés à décaisser, probablement par défaut de fonctionnement de l'institution communale et par l'absence de compétence en interne pour développer des projets en maîtrise d'ouvrage communale.

3-

La part de l'investissement consacré aux projets de développement est très largement majoritaire ce qui, nonobstant les problèmes pointés en 1- dénote de la volonté des équipes communales de développer les services publics locaux. Ainsi, si l'on exclue celle de Nouakchott, pour toutes les Wilaya, la part de l'investissement dédiée aux projets de développement se situe entre 69,95% et 91,92%.

Néanmoins nous constatons également que dans certaine Wilaya 25% et plus (36% dans le cas de Nouakchott) de l'investissement est consacré au projets d'équipement (achat et réparation de véhicules, équipement en mobilier et matériels informatiques). Compte tenu de la faiblesse relative des montants du FRD, ces proportions peuvent sembler très importantes.

Il faudrait en tous cas pouvoir approfondir la question afin de déterminer si ces investissements sont uniquement relatifs à l'équipement des Mairies, ou s'ils comprennent l'équipement d'infrastructures sanitaires, scolaires, sportives... dépendant de la municipalité.

A priori, il s'agit plutôt de la première option, mais en tout état de cause il conviendrait d'obtenir le cas échéant, des données différenciées.

¹ Les données pour les Moughataa de Néma et Rosso n'étant pas disponibles, le montant de leur FRD 2009 est considéré comme non exécuté, ce qui n'est probablement pas le cas. En conséquence le taux d'absorption réel est certainement un peu plus élevé et le reliquat un peu moins.

4-

Sans remettre en cause le bien fondé pour les communes et principalement les communes rurales isolées, de s'équiper en véhicule et en matériel (informatique, électricité solaire... etc.), on peut se demander s'il est tout à fait logique que la 3^{ème} priorité d'investissement à l'échelle nationale² soit l'équipement en véhicule. Il s'agit même de la seconde priorité pour les Wilayas de l'Assaba et de Nouakchott.

En tout état de cause, il conviendra d'observer si ce poste de financement ne reste pas années après années dans les principales priorités d'investissement. La situation est bien entendu également à différencier entre les "grandes" communes gérant de nombreux services publics nécessitant un fort investissement en ce domaine et la majorité des communes rurales n'offrant qu'un nombre de services limités.

b) Propositions

A l'observation de l'utilisation faite des crédits du FRD pour l'exercice 2009 il apparaît une tendance à la parcellisation des investissements, ce qui nous semble être un point d'achoppement central.

Afin d'inverser cette tendance, il conviendrait de poursuivre la réforme du financement des collectivités locales, notamment en dégageant un volume de crédit suffisamment important pour que les communes puissent investir dans des projets d'envergure.

Au cours de l'année 2010, le décret adopté par le Conseil des Ministres du 30 septembre va dans ce sens. Il institutionnalise le FRD et fixe le volume des crédits à un minimum ne pouvant être inférieur à 3% du budget de fonctionnement de l'Etat ce qui induira automatiquement une augmentation des crédits à partir de 2011.

Il modifie également les pourcentages de répartition entre la part transférée aux communes (de 90 à 98%) et celle attribuée au suivi évaluation (de 10 à 2%) ainsi que les pourcentages de répartition entre la part "fonctionnement" (de 35 à 30%) et la part "équipement" (de 55 à 68%) des crédits versés aux communes.

Au final, le volume des crédits disponibles à l'investissement communal augmentera substantiellement.

Ce mouvement doit se prolonger par une réforme plus en profondeur du mécanisme de financement des collectivités territoriales, qui doit être revu afin d'y intégrer progressivement les fonds d'origines extérieures.

Parallèlement, il faut veiller à ce que les communes soient en mesure de planifier leur investissements, ce qui ne peut être le cas que si les volumes de crédits sont connus à l'avance et que les tranches de versement sont réduites aux maximum et exécutées aux dates prévues.

L'utilisation optimale des crédits d'investissement est aussi fonction du développement de la gouvernance locale et de la collégialité au niveau des conseils municipaux. L'implication des élus dans les décisions d'investissement, notamment à travers le vote du budget, la tenue réelle des réunions du conseil municipal pour les décisions (délibérations) autorisant le maire à lancer les projets d'investissement sont primordiales. L'implication des représentants de la société civile à travers le contrôle citoyen de l'action publique l'est tout autant.

L'effort est donc à porter également sur la sensibilisation et la formation des élus locaux.

c) Recommandations

Ces recommandations ont pour objet l'amélioration à l'avenir du rapport général et financier de suivi du FRD et plus généralement celle du suivi évaluation de l'utilisation des crédits d'équipement du FRD.

Ce rapport 2009 est un test sur la base duquel nous formulons ces recommandations.

La principale recommandation concerne les données chiffrées obtenues. Elles sont aujourd'hui largement insuffisantes et incomplètes.

- Une différenciation doit être faite entre les crédits versés (données DGCT) et ceux déclarés (données Communes) afin de pouvoir séparer les crédits de l'année en cours et ceux qui résultent des reliquats de l'année précédente.
- Les données des rapports des Communes et des Wilaya doivent faire apparaître les montants engagés et les montants mandatés (ou payés), afin de permettre le calcul d'un taux d'absorption des crédits et celui d'un taux d'exécution des projets fondé sur la part de l'engagement effectivement payé en fin d'année.

² Cf. carte n°5, page 12

- *Aux côtés du nombre de projets, les rapports des Communes et Wilaya doivent faire apparaître le nombre de projet en phases i) d'élaboration/DAO ; ii) de passation de marché ; iii) d'exécution ; iv) de réception. Cela permettra d'avoir un panorama de l'état d'avancement des projets.*
- *La répartition des investissements par secteurs ou postes de financement doit être largement affinée et correspondre aux domaines de compétence des communes. Ceci afin d'obtenir des informations concrètes sur les priorités d'investissement des collectivités locales, sur les volumes investis dans des secteurs précis : santé, éducation, hydraulique, bâtiments communaux, équipement de la Mairie, Elevage, Agriculture, Appui aux OSC, Jeunesse et sport, Tourisme, Socioculturel, Transport, Routes/pistes et pare feux, Energie, Environnement.
Ces données pourront aussi permettre de participer à la mise à jour d'une base de données des infrastructures locales.*
- *Enfin, dans le but de garantir un maximum de véracité dans la déclaration des données, la production du rapport des communes ne devrait pas être de la seule responsabilité du Maire. On pourrait envisager soit un visa de validation du conseil municipal, soit celui du Délégué Régional à la Décentralisation et au Développement Local qui pourrait par ailleurs appuyer techniquement les équipes municipales à l'élaboration de ce rapport afin d'éviter certaines erreurs ne serait-ce que de calcul.
D'autre part, l'administration centrale (MIDEC) devrait rappeler annuellement par circulaire l'obligation faite aux Communes de réaliser leur rapport (simple fiche de renseignement à remplir) et aux Wilayas celle de compiler ces données communales dans un rapport régional (également fiche préconçue à remplir)*

Dans ce cadre nous proposons en annexe les canevas (fiches à remplir) des rapports des Communes et des Wilaya qui pourront être diffusés auprès des Wilaya et par leur intermédiaire et celui des Moughataa auprès des Communes dès le début de l'année 2011.

Pour terminer, la qualité du rapport général et financier de suivi du FRD pourra être substantiellement améliorée à partir du moment où des statistiques comparatives pourront être réalisées, il conviendra donc d'obtenir années après années des données similaires afin qu'elles soient comparativement exploitables.

v) Annexes

- a) Tableaux des données
- b) Canevas du rapport des Wilaya
- c) Canevas du rapport des Communes

a) Tableaux des données

Ces tableaux sont ceux proposés dans les canevas des rapports pour les Communes et la Wilaya pour l'exercice 2010. Les données de ces tableaux sont issues des rapports transmis par les Wilaya au Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation.

Aucune information n'est parvenue pour les Moughataa de Néma et Rosso.

Les colonnes de données non renseignées devraient pouvoir l'être à partir de l'exercice 2010.

Tableau 1

Wilaya	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Hodh Ech Charghi	266 903 850	15,09	186 243 015	69,78		
Hodh El Gharbi	146 462 044	8,28	126 507 623	86,38		
Assaba	172 509 079	9,75	111 473 233	64,62		
Gorgol	178 848 787	10,11	152 656 699	85,36		
Brakna	162 847 794	9,21	129 141 816	79,30		
Trarza	162 473 496	9,18	105 973 247	65,22		
Adrar	42 814 381	2,42	36 355 843	84,92		
Dakhlet-NDB	50 990 323	2,88	5 753 740	11,28		
Tagant	54 585 010	3,09	34 833 124	63,81		
Guidimakha	136 916 696	7,74	94 843 193	69,27		
Tiris-Zemmou	23 770 272	1,34	16 270 270	68,45		
Inchiri	6 292 466	0,36	4 151 204	65,97		
Nouakchott	363 627 180	20,56	292 868 643	80,54		
Total RIM	1 769 041 378	100,00	1 297 071 650	73,32		

Tableau 2

	Nb de projets	Elaboration DAO	Passation de marché	Exécution	Réception
Hodh Ech Charghi	163				
Hodh El Gharbi	323				
Assaba	108				
Gorgol	175				
Brakna	160				
Trarza	195				
Adrar	38				
Dakhlet-NDB	13				
Tagant	71				
Guidimakha	69				
Tiris-Zemmou	7				
Inchiri	4				
Nouakchott	90				
Total	1 416	0	0	0	0

HODH ECH CHARGI						
Moughtaa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Néma	43 392 559	2,45				
Amourj	71 511 291	4,04	64 896 991	90,75		
Bassiknou	66 184 080	3,74	53 159 580	80,32		
Djiguéni	36 101 075	2,04	29 128 131	80,68		
Timbédra	42 008 181	2,37	32 321 523	76,94		
Oualata	8 011 800	0,45	6 736 790	84,09		

ASSABA						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Kiffa	50 304 899	2,84	31 005 056	61,63		
Barkéol	49 020 991	2,77	33 344 109	68,02		
Guérou	20 915 542	1,18	11 956 623	57,17		
Boumdeïd	6 598 445	0,37	3 950 000	59,86		
Kankoussa	45 670 079	2,58	31 217 445	68,35		

BRAKNA						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Aleg	50 469 145	2,85	43 098 520	85,40		
Bababé	20 266 785	1,15	15 111 342	74,56		
Boghé	37 971 449	2,15	26 892 702	70,82		
Maghta Lahjar	30 987 947	1,75	24 660 699	79,58		
M'Bagne	23 152 468	1,31	18 868 553	81,50		

ADRAR						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Atar	25 309 905	1,43	25 159 744	99,41		
Chinguity	3 910 696	0,22	1 776 664	45,43		
Wadane	2 169 709	0,12	2 169 709	100,00		
Aoujeft	11 424 071	0,65	7 249 726	63,46		

TAGANT						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Tidjikja	28 805 000	1,63	11 665 504	40,50		
Moudjéria	22 343 378	1,26	20 474 260	91,63		
Tichitt	3 436 632	0,19	2 693 360	78,37		

NOUAKCHOTT						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Toujounine	41 246 910	2,33	22 091 170	53,56		
Teyaret	26 413 193	1,49	13 538 715	51,26		
Tevrag Zeina	25 839 082	1,46	25 287 437	97,87		
Sebkhah	50 216 233	2,84	50 208 233	99,98		
Riyad	28 802 414	1,63	28 731 606	99,75		
Ksar	25 050 458	1,42	18 324 812	73,15		
El Mina	58 688 999	3,32	57 706 877	98,33		
Arafat	69 468 325	3,93	69 304 601	99,76		
Dar Naim	37 901 566	2,14	7 675 192	20,25		

HODH EL GHARBI						
	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Aïoun	27 158 540	1,54	20 844 047	76,75		
Kobéni	52 270 163	2,95	46 989 121	89,90		
Tamchekett	23 486 439	1,33	22 886 439	97,45		
Tintane	43 546 902	2,46	35 788 016	82,18		

GORGOL						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Kaédi	58 541 985	3,31	56 332 625	96,23		
M'bout	60 610 017	3,43	57 920 384	95,56		
Maghama	38 666 282	2,19	18 399 418	47,59		
Monguel	21 060 503	1,19	20 004 272	94,98		

TRARZA						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Rosso	31 929 770	1,80				
Boutilimit	32 780 269	1,85	27 997 594	85,41		
Ouag Naga	15 722 535	0,89	15 358 666	97,69		
Keur-Macène	18 647 980	1,05	18 053 980	96,81		
Mederdra	17 071 231	0,96	15 585 621	91,30		
R'kiz	46 321 711	2,62	28 977 386	62,56		

DAKHLET-NOUADHIBOU						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Nouadhibou	50 990 323	2,88	5 753 740	11,28		

TIRIS-ZEMMOU						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Zoueratt	19 303 488	1,09	11 803 486	61,15		
F'Derik	2 652 384	0,15	2 652 384	100,00		
Bir Mogreïn	1 814 400	0,10	1 814 400	100,00		

INCHIRI						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Akjoujt	6 292 466	0,36	4 151 204	65,97		

GUIDIMAKHA						
Moughtataa	Montant FRD	% du FRD total	Montant total engagé	Taux (%) d'absorption des crédits	Montant total mandaté	Taux (%) d'exécution des projets
Sélibababy	100 269 482	5,67	65 419 781	65,24		
Ould Yengé	36 647 214	2,07	29 423 412	80,29		

Tableau 4

Wilaya	Secteurs							
	Nb de projets	Construction / réhabilitation de bâtiments et de voiries	Achat d'équipement / mobilier de bureau / matériels informatiques	Adduction d'eau et infrastructures hydrauliques	Assinissement	Lutte contre les feux de brousse	Achat et réparation de véhicules	Autres
	Montant engagé (MRO)							
Hodh Ech Charghi	163	67	2	71	6	4	0	13
	186 243 015	109 219 674	985 549	52 316 638	3 824 484	4 122 770	0	15 773 900
	100,00	58,64	0,53	28,09	2,05	2,21	0,00	8,47
Hodh El Gharbi	323	118	15	160	4	0	1	25
	126 507 623	60 410 179	6 301 349	50 394 505	2 560 000	0	530 670	6 310 920
	100,00	47,75	4,98	39,84	2,02	0,00	0,42	4,99
Assaba	108	57	14	12	3	0	14	8
	111 473 233	62 676 903	12 134 851	15 038 228	5 628 495	0	14 094 756	1 900 000
	100,00	56,23	10,89	13,49	5,05	0,00	12,64	1,70
Gorgol	175	109	14	30	3	0	2	17
	152 656 699	105 102 962	8 786 032	18 335 035	6 105 930	0	609 000	13 717 740
	100,00	68,85	5,76	12,01	4,00	0,00	0,40	8,99
Brakna	160	79	14	29	15	0	13	10
	129 141 816	61 877 881	9 420 974	27 157 177	10 024 520	0	15 145 018	5 516 246
	100,00	47,91	7,30	21,03	7,76	0,00	11,73	4,27
Trarza	195	102	26	45	6	0	4	12
	105 973 247	63 956 861	2 798 000	23 127 669	3 132 750	0	9 245 604	3 712 363
	100,00	60,35	2,64	21,82	2,96	0,00	8,72	3,50
Adrar	38	21	2	8	1	0	6	0
	36 355 843	21 628 361	2 015 500	5 244 802	268 000	0	7 199 180	0
	100,00	59,49	5,54	14,43	0,74	0,00	19,80	0,00
Dakhlet-NDB	13	5	5	3	0	0	0	0
	5 753 740	2 636 400	1 462 000	1 655 340	0	0	0	0
	100,00	45,82	25,41	28,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Tagant	71	37	12	14	5	0	3	0
	34 833 124	15 315 916	5 963 260	6 559 360	2 488 789	0	4 505 799	0
	100,00	43,97	17,12	18,83	7,14	0,00	12,94	0,00
Guidimakha	69	34	9	13	2	0	5	6
	94 843 193	54 846 112	10 839 615	10 521 000	2 681 878	0	2 925 888	13 028 700
	100	57,83	11,43	11,09	2,83	0,00	3,08	13,74
Tiris-Zemmou	7	2	1	1	2	0	0	1
	16 270 270	6 008 348	200 000	500 000	8 447 522	0	0	1 114 400
	100	36,93	1,23	3,07	51,92	0,00	0,00	6,85
Inchiri	4	1	1	1	1	0	0	0
	4 151 204	1 678 102	1 169 868	1 083 000	220 234	0	0	0
	100,00	40,42	28,18	26,09	5,31	0,00	0,00	0,00
Nouakchott	90	34	23	6	1	0	13	13
	292 868 643	137 967 481	36 754 759	9 277 016	8 185 200	0	67 391 803	33 292 384
	100,00	47,11	12,55	3,17	2,79	0,00	23,01	11,37
Nb total de projets	1 416	666	138	393	49	4	61	105
Investissement total	1 297 071 650	703 325 180	98 831 757	221 209 770	53 567 802	4 122 770	121 647 718	94 366 653
% investissement total	100,00	54,22	7,62	17,05	4,13	0,32	9,38	7,28

b) Canevas du rapport des Wilaya

WILAYA	Utilisation des crédits FRD 2010	République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice	
		Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation Direction Générale des Collectivités Territoriales Comité Technique National	

Nombre total de projets	Projets par secteurs														
	Santé	Hydraulique	Education	Bâtiment communaux	Equipement mairie	Elevage	Agriculture	Appui coopérative association ONG	Jeunesse / sport	Tourisme	Socioculturel	Transport	Route et piste pare-feux	Energie	Environnement
0															
Nb de projets par secteur															
Montant engagé par secteur															
Taux d'absorption par secteur	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Situation financière							Situation physique								
Montant du FRD (équipement)	Montant total engagé	Montant total payé	Montant restant à payer	Taux d'exécution des projets (%)	Taux (%) d'absorption général des crédits	Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception						
	0		0	#DIV/0!	#DIV/0!										

Visa du WALI

MOUGHATAA DE		République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice		WILAYA
Utilisation des crédits FRD 2010		Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation Direction Générale des Collectivités Territoriales Comité Technique National		

	Nombre total de projets	Projets par secteurs														
		Santé	Hydraulique	Education	Bâtiment communaux	Equipement mairie	Elevage	Agriculture	Appui coopérative association ONG	Jeunesse / sport	Tourisme	Socioculturel	Transport	Route et piste pare-feux	Energie	Environnement
	0															
Nb de projets par secteur																
Montant engagé par secteur																
Taux d'absorption par secteur		#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Situation financière										Situation physique						
Montant du FRD (équipement)	Montant total engagé	Montant total payé	Montant restant à payer	Taux d'exécution des projets (%)	Taux (%) d'absorption général des crédits	Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception							
	0		0	#DIV/0!	#DIV/0!											

Multiplier en fonction du nombre de Moughataa dans la Wilaya

Moughataa		Utilisation des crédits FRD 2010														
COMMUNE		Nombre de projet : 0														
		Santé	Hydraulique	Education	Bâtiment communaux	Equipement mairie	Elevage	Agriculture	Appui coopérative association ONG	Jeunesse / sport	Tourisme	Socioculturel	Transport	Route et piste pare-feux	Energie	Environnement
Nb de projets par secteur																
Montant engagé par secteur																
Taux d'absorption par secteur		#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Situation financière							Situation physique									
Montant du FRD (équipement)		Montant total engagé	Montant total payé	Montant restant à payer	Taux d'exécution des projets (%)	Taux (%) d'absorption général des crédits	Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception						
		0		0	#DIV/0!	#DIV/0!										
COMMUNE		Nombre de projet : 0														
		Santé	Hydraulique	Education	Bâtiment communaux	Equipement mairie	Elevage	Agriculture	Appui coopérative association ONG	Jeunesse / sport	Tourisme	Socioculturel	Transport	Route et piste pare-feux	Energie	Environnement
Nb de projets par secteur																
Montant engagé par secteur																
Taux d'absorption par secteur		#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Situation financière							Situation physique									
Montant du FRD (équipement)		Montant total engagé	Montant total payé	Montant restant à payer	Taux d'exécution des projets (%)	Taux (%) d'absorption général des crédits	Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception						
		0		0	#DIV/0!	#DIV/0!										

NB : multiplier la page en fonction du nombre de communes dans la Moughataa

c) Canevas du rapport des Communes

Commune		Utilisation des crédits FRD 2010				République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice			Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation Direction Générale des Collectivités Territoriales Comité Te		
Montant FRD perçu (équipement)		Moughataa									
		Wilaya									
Secteur	Nb d'opérations	Intitulé du projet	Situation physique*				Situation financière			Taux (%) d'exécution des projets **	Taux (%) d'absorption des crédits par secteur ***
			Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception	Montant engagé	Montant payé	Montant à payer		
Santé										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur santé	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Hydraulique										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur hydraulique	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Education										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur Education	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Bâtiments communaux										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur bâtiments communaux	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Équipement mairie										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur équipement mairie	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Élevage										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur élevage	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	

Agriculture										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur agriculture	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Appui coopérative/ association/ ONG										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur appui	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Jeunesse sport										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur jeunesse/sport	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Tourisme										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur tourisme	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Socio- culturel										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur socio-culturel	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Transport										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur transport	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Route/piste/ pare-feux										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur route/piste/pare-feux	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Energie										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur énergie	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
Environnement										#DIV/0!	#DIV/0!
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
										#DIV/0!	
		Totaux pour le secteur environnement	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	

	Nb d'opérations	Elaboration / DAO	Passation de marché	Exécution	Réception	Montant engagé	Montant payé	Montant à payer	Taux (%) d'exécution **	Taux (%) d'absorption général ***
Totaux Généraux pour la Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!

Visa du Maire

Visa du Receveur Municipal

Visa du Délégué Régional à la Décentralisation et au Développement Local

* En fonction de la situation remplir la case correspondante par le chiffre : 1

** $\text{Montant payé} \div \text{montant engagé} \times 100$

*** $\text{Montant engagé} \div \text{montant FRD perçu (équipement)} \times 100$